

Transformation Innovation Leadership

RAPPORT ANNUEL 2004



PROFIL DE L'ENTREPRISE

Fondée en 1973, Mitec Telecom Inc. est un concepteur et un fournisseur de premier plan de produits de radiofréquences (RF) évolués. La Société offre des produits innovateurs, de grande fiabilité, couvrant une vaste gamme d'applications dans les marchés des télécommunications sans fil et des communications par satellite, dans les domaines de la défense et de la sécurité intérieure, ainsi que dans les secteurs médicaux et industriels. Les composantes et les sous-systèmes de la Société ont été déployés dans des installations à l'échelle mondiale, et Mitec est un partenaire fiable et un fournisseur de choix auprès de plusieurs chefs de file mondiaux de la fourniture d'équipements et de services.

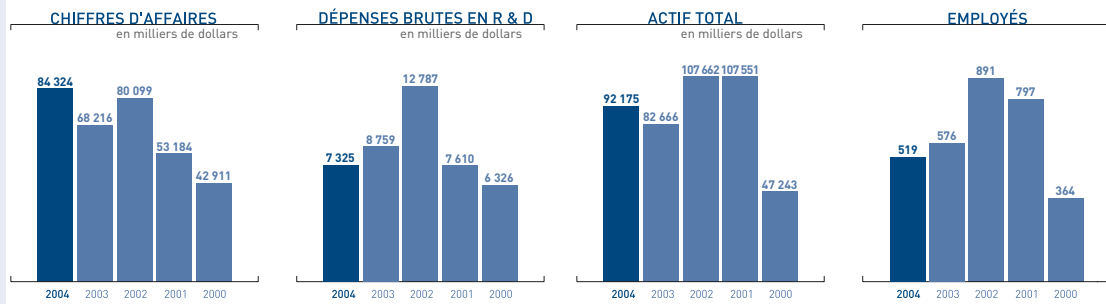
Le siège social de la Société est situé à Montréal, au Canada. Des unités spécialisées dans la conception et la recherche et développement sont exploitées aux États-Unis et au Royaume-Uni. L'unité de Mitec en Chine se spécialise dans la recherche et développement, la conception et la fabrication.

Les actions de Mitec Telecom sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole **MTM**. Des informations sont disponibles en ligne à : www.mitetelecom.com

FAITS SAILLANTS

pour les exercices terminés les 30 avril (en millier de dollars, sauf pour les montants par actions)

	2004	2003	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires	84 324 \$	68 216 \$	80 099 \$	53 184 \$	42 911 \$
Croissance	23,6 %	(14,8)%	50,6 %	23,9 %	14,7 %
Bénéfice brut	17 464 \$	14 798 \$	14 823 \$	15 183 \$	11 959 \$
Marge bénéficiaire	20,7 %	21,7 %	18,5 %	28,5 %	27,9 %
BAlIA	1 802 \$	(8 484)\$	(4 003)\$	3 815 \$	1 189 \$
Ratio BAlIA / chiffre d'affaires	2,1 %	(12,4)%	(5,0)%	7,2 %	2,8 %
Bénéfice net (perte nette)	(7 002)\$	(20 217)\$	(28 204)\$	(259)\$	(628)\$
Marge bénéficiaire nette	(8,3)%	(29,6)%	(35,2)%	(0,5)%	(1,5)%
Bénéfice (perte) dilué(e) par action après amortissement de l'écart d'acquisition	(0,13)\$	(0,71)\$	(1,54)\$	(0,02)\$	(0,07)\$
Au 30 avril					
Actif total	92 175 \$	82 666 \$	107 662 \$	107 551 \$	47 243 \$
Fonds de roulement	39 315 \$	(11 928)\$	2 059 \$	8 576 \$	10 709 \$
Fonds autogénérés ⁽¹⁾	987 \$	(8 794)\$	(5 561)\$	3 205 \$	1 778 \$
Avoir des actionnaires	64 865 \$	27 694 \$	48 204 \$	45 503 \$	28 782 \$
Valeur comptable de l'action ordinaire	0,92	0,64	2,01	2,91	3,06
Ratio du fonds de roulement	3,0	0,8	1,0	1,2	2,0
Rendement de l'actif	(7,6)%	(24,5)%	(26,2)%	(0,2)%	(1,3)%
Rendement des capitaux propres	(10,8)%	(73,0)%	(58,5)%	(0,6)%	(2,2)%
Dette à long terme / capitaux propres	5,9 %	32,3 %	15,7 %	11,9 %	19,06 %
Ratio du levier financier	1,4	3,0	2,2	2,4	1,6
Délai de recouvrement des débiteurs	77	81	69	74	62
Rotation des stocks	5,7	3,7	4,2	3,5	3,52
Actions en circulation à la fin de l'exercice (000)	70 863	43 192	23 972	15 629	9 417

⁽¹⁾ Avant la variation des soldes du fonds de roulement hors caisse à l'exploitation.



Rajiv Pancholy : président et chef de la direction

Aujourd'hui, nous devons être capables de naviguer à travers de multiples inconnues sans jamais perdre le cap, et de répondre avec agilité et rapidité à toute situation ou occasion qui peut se présenter.

Message du président

Au moment où s'amorçait l'exercice 2004 de Mitec, il y avait une perception générale que le secteur des télécommunications sortirait de sa léthargie prolongée. Bien que l'on ait assisté dans l'ensemble à une croissance par rapport à la période précédente, les occasions se présentent de manière quelque peu imprévisible. L'on s'entend pour dire qu'il est difficile d'identifier les occasions prometteuses et que les engagements à long terme sont de plus en plus rares. Pour le moment, les fournisseurs de matériel de télécommunications sans fil comme Mitec ont pour défi de réaliser une croissance durable en dépit d'une telle volatilité.

La dynamique de ce marché est en partie contrôlée par le rythme accéléré de la mondialisation et des mouvements de regroupement. Cette évolution a eu d'importantes répercussions en Amérique du Nord. Au cours des derniers mois, nous avons fait face à un ralentissement soudain, quoique temporaire, des investissements en infrastructures alors que les fournisseurs clés du secteur des services sans fil envisagent la possibilité de fusions ou d'acquisitions. Dans certains cas, les budgets d'immobilisations ont été réduits ou des décisions d'achat ont été reportées, dans l'attente de l'issue de ces discussions.

En outre, notre industrie est devenue hyperconcurrentielle. De nouvelles occasions d'affaires se présentent dans les économies émergentes, mais elles s'accompagnent du besoin de réduire considérablement les coûts des infrastructures de télécoms. Aujourd'hui, les clients de Mitec ne se soucient plus de savoir où un produit est conçu ou fabriqué ; ce qu'ils veulent, c'est une qualité irréprochable, des technologies novatrices et, par-dessus tout, des échelles de prix qui répondent aux besoins des marchés émergents.

Il est de plus en plus évident que le marché des télécommunications sans fil recèle un potentiel pour les entreprises dotées d'une grande souplesse, qui peuvent rapidement produire des concepts novateurs et tirer parti des nouvelles technologies afin de combler les besoins émergents, et dont le modèle d'exploitation et le bilan leur permet d'essayer les fluctuations du marché.

Au cours de l'exercice 2004, Mitec a dû sans délai surmonter ces obstacles. Nos obligations au titre de la dette approchaient les 32 M\$, nous subissions des pertes considérables, notre situation de trésorerie s'était améliorée sans toutefois être suffisante et notre clientèle traditionnelle voulait être assurée de notre capacité de répondre à leurs attentes.

Dans ce contexte, Mitec a entrepris la transformation peut-être la plus profonde de son histoire. Bien que de nombreux éléments de cette transformation aient été mis en place en 2003, l'exercice 2004 a été l'année de la mise en œuvre.

Premièrement, Mitec s'est départie de ses actifs non essentiels, notamment de sa filiale BEVE, et a donc pu regrouper l'essentiel de ses activités mondiales à Montréal et en Chine.

Deuxièmement, nous nous sommes procurés environ 41 M\$ en nouveaux capitaux propres. Nos financements réussis ont démontré que les investisseurs avaient confiance dans notre plan de rationalisation et croyaient en notre potentiel. Fait plus important encore, ces initiatives nous ont permis de régler notre dette bancaire et de ramener l'entreprise à une situation de trésorerie positive.

Troisièmement, nous avons apporté certains changements importants à la direction et renforcé notre équipe de dirigeants, en nommant des cadres chevronnés à la barre de activités d'exploitation et de mise en marché.

Ces changements à la direction ont engendré un nouveau mode de pensée et une nouvelle approche face aux réalités actuelles de notre exploitation. Aujourd'hui, nous devons être capables de naviguer à travers de multiples inconnues sans jamais perdre le cap, et de répondre avec agilité et rapidité à toute situation ou occasion qui peut se présenter. C'est l'essence de la culture d'entreprise que nous avons développée pendant l'année écoulée et que nous continuons de cultiver.

La réussite de cette transformation de l'entreprise — tant au niveau des gens que de l'approche — a engendré d'autres succès.

Au cours de l'exercice 2004, nous avons acquis les actifs de télécommunications par satellite et de SCP de Wavesat Wireless Inc., une initiative qui a favorisé une croissance à la fois dans nos marchés traditionnels et dans de nouveaux marchés. L'acquisition a renforcé notre position dans le secteur des télécommunications par satellite et nous a ouvert une porte sur le marché des fournisseurs de services sans fil, ce qui constituait, pour nous, une première. En fait, après la fin de notre exercice 2004, nous avons obtenu un contrat de premier ordre avec Microcell, un important fournisseur canadien de télécommunications sans fil, pour nos amplificateurs de puissance auxiliaires GSM de dernière génération.

Nous avons aussi amorcé des approches envers d'autres clients et partenaires. La confiance que nous a accordée Siemens en nous retenant comme leur fournisseur de sous-systèmes sans fil pour son produit EGSM/EDGE en est une belle démonstration. Autre exemple : l'alliance stratégique que nous avons conclue avec TenXc Wireless Inc. pour développer et commercialiser en partenariat des antennes intelligentes. Notre alliance avec TenXc constitue également un excellent tremplin pour notre technologie

hautement évoluée dans le marché des entreprises de télécommunications.

Les percées que nous avons faites dans le marché de la défense et de la sécurité intérieure sont tout aussi importantes. En mai 2004, nous avons annoncé une entente clé visant la conception et le développement de composants critiques pour un sous-système spécialisé à ondes décimétriques. Nous produisons ces composants pour un développeur de premier plan de systèmes de télécommunications fortifiés, faisant partie d'un consortium d'entreprises notoires du secteur de la défense et de la sécurité. Ce contrat témoigne de notre capacité d'adapter notre technologie de base à des nouveaux produits s'adressant à de nouveaux segments de marché.

Pour relever le défi posé par le besoin constant d'innovation, nous avons instauré un programme à quatre volets. Ce programme tous azimuts a donné lieu à la création de plusieurs nouveaux produits, a permis de diminuer le prix des produits des générations antérieures et, avant tout, a suscité un nouveau mode de pensée au sein de Mitec : *Innover en puisant dans le cadre architectural existant*. C'est cette approche qui constitue notre meilleure garantie d'être en mesure de renouveler la valeur des produits que nous offrons à nos clients sans leur imposer des changements radicaux à l'égard

des produits qu'ils écoulent déjà en grandes quantités.

Notre réalisation marquante de l'exercice, sur le plan de la conception, a été l'introduction d'une toute nouvelle technologie pour les composants RF. L'architecture novatrice de gestion du flux thermique de cette technologie nous permettra de produire des composants RF à partir de matériaux composites à base de polymères plutôt que d'alliages de métaux et de métaux précieux, ce qui modifiera grandement le rapport prix-rendement de ces produits. Alors que nos principaux clients étoffent leurs portefeuilles de produits pour réseaux sans fil dans le but de cibler les marchés émergents, nous prévoyons que cette technologie constituera un important élément distinctif de notre offre.

L'autre aspect important de cette nouvelle technologie réside dans la façon dont le processus de mise au point est géré. Pour compléter nos propres connaissances spécialisées, nous avons recruté des experts des secteurs de l'aérospatiale et de l'automobile, ainsi que des spécialistes des matériaux polymères évolués, pour renforcer et accélérer le processus de développement. Enfin, nous avons inclus certains clients clés à l'étape suivante du développement des produits, ce qui marque un degré nouveau d'engagement des clients.

La nouvelle approche de Mitec a également engendré des progrès importants sur le plan de l'exploitation. Pendant cinq trimestres consécutifs, nous avons réalisé un BAIIA positif sur les activités poursuivies. Pour l'exercice 2004 au complet, nous avons haussé nos produits d'exploitation de 24 % et ramené notre bilan à une structure solide. Enfin, à la clôture de l'exercice, la Société était très près du seuil de rentabilité en ce qui concerne les activités poursuivies.

Bien que nous ayons réussi à instaurer de profonds changements au sein de Mitec en 2004, nous sommes conscients qu'il reste beaucoup de travail à faire. Dans l'avenir, nous devons nous consacrer davantage à enrichir notre infrastructure technologique, à renforcer nos principaux atouts et à diversifier notre gamme de produits et notre clientèle. Le défi à relever consistera à atteindre l'ensemble de ces objectifs tout en assurant une stricte gestion des coûts et en dégagant la croissance de la marge bénéficiaire à laquelle s'attendent les actionnaires.

En plus d'opérer des transformations chez Mitec, nous continuons de rechercher des partenaires pouvant nous aider à atteindre nos objectifs plus rapidement et nous travaillons à mettre au point un modèle d'affaires à coûts variables plus complet.

L'engagement de Mitec d'être un chef de file par l'entremise de l'innovation sert de balise à notre croissance continue.

Au cours de l'exercice 2005, nous miserons sur les nouvelles technologies perturbatrices pour accroître notre part du marché. Nous voulons aussi pénétrer davantage dans les secteurs de la défense et de la sécurité intérieure, qui offrent à Mitec une nouvelle avenue de croissance. Dans notre secteur des communications par satellite, nous prévoyons connaître une croissance importante et soutenue au cours des mois à venir, en offrant une gamme élargie de solutions intégrées et en continuant d'exploiter le marché croissant des services de diffusion directe à large bande.

La transformation de notre exploitation s'est accompagnée d'un renouveau de la régie d'entreprise. Dans le présent climat d'investissement, la responsabilité des entreprises est devenue, à juste titre, un aspect prioritaire, et nous faisons d'importants investissements dans nos processus et mécanismes de contrôle, afin d'adhérer entièrement aux nouvelles mesures législatives. Nous sommes convaincus qu'une approche axée sur la transparence et le respect des règles constitue l'ingrédient essentiel de la valeur que retirent les actionnaires.

Notre souci d'améliorer l'aspect de la régie d'entreprise et de nous assurer le concours de dirigeants chevronnés a mené à l'expansion du conseil d'administration de Mitec. Après la fin de l'exercice, nous avons accueilli au Conseil trois nouveaux membres indépendants : David E. Scott, James C. Cherry et William E. Clift. M. Scott compte une vaste expérience dans les domaines de l'aérospatiale et de la défense. M. Cherry apporte de solides compétences financières et une connaissance approfondie des entreprises technologiques d'envergure mondiale. M. Clift, enfin, est un acteur chevronné du secteur des télécommunications sans fil. Chacun d'eux apporte à Mitec un éventail de compétences précisément adaptées à l'orientation et aux objectifs de l'entreprise et il ne fait nul doute que Mitec bénéficiera grandement de leur expérience, de leurs connaissances et de leur discernement.

L'exercice 2004 a été marqué par de solides réalisations, et j'aimerais profiter de l'occasion pour souligner les efforts incessants des employés de Mitec disséminés dans le monde entier. Comme par le passé, l'attitude volontaire et le soutien indéfectible des membres de notre conseil d'administration ont beaucoup simplifié notre tâche.

Au moment d'amorcer l'exercice 2005, nous sommes résolus à résoudre les enjeux qui subsistent à l'interne pour ensuite nous consacrer en priorité à la valorisation du placement des actionnaires. Nous nous lançons dans cette aventure en nous appuyant sur une équipe dynamisée et plus confiante, en tant qu'entreprise disposant de ressources financières beaucoup plus abondantes. À vrai dire, nous aurons des défis à surmonter, mais comme le montrent les réalisations de l'exercice écoulé, nous sommes animés d'une volonté inébranlable, d'une ténacité et d'une détermination à réussir.



Rajiv Pancholy
Président et chef de la direction

MITEC RAPPORT ANNUEL 2004

Le monde de Mitec



Mitec conçoit et fournit une technologie RF innovatrice pour les **STATIONS DE BASE CELLULAIRES**, notamment des produits de troisième génération permettant aussi bien la transmission de la voix que la transmission de données haute vitesse.



La technologie évoluée de Mitec a des applications dans certains des **SYSTÈMES DE COMMUNICATIONS** les plus perfectionnés, les plus fiables et les plus **SÉCURISÉS** au monde.



MITEC RAPPORT ANNUEL 2004

Le monde de Mitec



Mitec fournit des équipements
utilisés dans les **STATIONS
TERRESTRES** des fournisseurs
de services de **RADIODIFFUSION
DIRECTE PAR SATELLITE.**



Les produits du secteur Satellites de Mitec permettent les communications air-air et air-sol pour des applications dans les domaines de **LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ INTÉRIÈRE.**



Revue financière 2004

- | | |
|----|---|
| 13 | ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION |
| 30 | ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS |

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« Analyse ») renferme une analyse de la situation financière de Mitec Telecom Inc. (« Mitec » ou « la Société ») et des activités de chacun des secteurs d'exploitation de Mitec pour la période de 12 mois terminée le 30 avril 2004 (l'« exercice 2004 »).

La présente Analyse vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances, les risques et les incertitudes revêtant une certaine importance quant aux résultats d'exploitation de chaque unité d'exploitation. Elle devrait être lue à la lumière des états financiers consolidés vérifiés en date du 30 avril 2004. Les états financiers de Mitec ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR »).

La Société constate ses résultats en dollars canadiens. Tous les montants indiqués dans la présente Analyse sont en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et tiennent compte de l'information disponible jusqu'au 31 août 2004.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Mitec, notamment l'évaluation par la direction des projets et opérations futurs, certaines déclarations de la présente Analyse constituent des déclarations prospectives et sont soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et à d'autres facteurs importants pouvant faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui qui est indiqué ou sous-tendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs englobent, sans toutefois s'y limiter : l'impact de la conjoncture économique en général ; la situation dans l'industrie, incluant les amendements aux lois et aux règlements ; l'intensification de la concurrence ; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés ; les fluctuations des prix des matières premières ; les taux de change ou les taux d'intérêt ; la volatilité des marchés financiers ; et les incidences des politiques comptables édictées par les autorités de normalisation canadiennes. Certains de ces facteurs sont analysés plus en détail sous la rubrique « Risques et incertitudes » ci-après.

Bien que la Société soit d'avis que les anticipations exprimées dans les déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements à sa disposition à la date où elle a formulé ces déclarations, rien ne peut garantir que ces anticipations se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant pour son compte doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées.

APERÇU

Mitec Telecom Inc. a été constituée en 1973. Ses activités, qui consistent en la conception et la fabrication de produits de télécommunications, se regroupent en deux principaux secteurs d'activité : télécommunications (« télécommunications ») et les télécommunications par satellite (« télécommunications par satellite »). Veuillez prendre note que le secteur d'activité des communications sans fil a été changé pour celui des télécommunications au début de l'exercice 2004, pour tenir compte de sa gamme de produits plus diversifiée.

Le secteur des télécommunications comporte la conception, la fabrication et la vente de sous-systèmes de conditionnement de radiofréquences (« RF ») et d'amplification de pointe pour les stations de base cellulaires. Ces composantes sont distribuées à travers le monde et sont intégrées à des infrastructures de communications sans fil à haut débit permettant les communications voix, données/Internet et ultimement, le multimédia. Les clients de Mitec dans ce secteur comportent des intervenants de taille dans l'industrie comme Ericsson, Nokia, Nortel, Microcell, Siemens, Huawei et ZTE.

Le secteur des télécommunications par satellite dégage des revenus de la conception, la fabrication et la vente de composantes et de sous-systèmes RF destinés aux stations terrestres de relais par satellite que les fournisseurs de services de diffusion télévisuelle directe par satellite intègrent à leurs réseaux de microstations terriennes (VSAT). Elle compte parmi ses clients majeurs dans ce secteur les Andrew, CPI, Echostar, Viasat, Astrium, Globecom et British Telecom.

Le siège social de Mitec est sis à Pointe-Claire, Canada et elle possède d'autres exploitations à Matawan (États-Unis), à Dunstable (Royaume-Uni) et à Suzhou (Chine). Au 30 avril 2004, la Société disposait d'une main-d'œuvre d'environ 500 personnes à l'échelle mondiale.

FAITS SAILLANTS

Vente de Mitec Thailand

Le 7 juillet 2003, la Société a conclu la vente de la totalité des titres en circulation de Mitec Thailand à l'équipe de direction locale, en contrepartie d'un prix d'achat de 1,5 M\$. La Société a reçu une somme de 750 000 \$ le 16 juillet 2003, et les acheteurs ont émis un billet ne portant pas intérêt de 750 000 \$, remboursable en deux tranches de 375 000 \$ aux premier et deuxième anniversaires de la date de clôture, soit le 16 juillet 2003. Le 26 juillet 2004, 275 000 \$ ont été reçus. Le solde portera intérêt et sera reçu avant le 31 janvier 2005.

Aliénation de Beve Group (« Beve »)

Le 29 août 2003, la Société a conclu la vente des activités de Beve Electronics à Note AB, une filiale suédoise. Cette vente englobait les stocks et l'équipement d'une valeur comptable respective d'environ 7,4 M\$ et 0,6 M\$ et a donné lieu à un produit de 6,1 M\$ (37 M SEK).

Le produit de cette vente a été affecté en réduction de la dette bancaire de la Société en Suède et au paiement des créances commerciales. La vente ne portait pas sur les actifs immobiliers, mais Mitec a conclu des baux à long terme avec Note AB. Le produit qui devrait être tiré de la vente des biens immobiliers suédois restants, évalué à 6,0 M\$ (37,3 M SEK), sera affecté au remboursement de l'encours de 4,7 M\$ (25,9 M SEK) de la dette à long terme.

Acquisition des actifs de Wavesat

Le 29 septembre 2003, Mitec a conclu l'acquisition des actifs de services de communication personnelle (SCP) et de télécommunications par satellite de la société montréalaise, Wavesat, notamment de ses stocks, des commandes passées par ses clients, de ses relations avec les clients et de ses immobilisations. La Société a versé 0,77 M\$ au comptant, 0,2 M\$ en actions ordinaires (188 679 actions) et le reste a été couvert par un billet sans intérêt de 2,5 M\$ payable en versements trimestriels échéant en juin 2005. Par suite du placement d'actions d'une valeur de 32 M\$, la Société a remboursé le billet payable à Wavesat, ce qui lui a permis de constater un gain au titre du remboursement anticipé.

Émission d'actions et de bons de souscription

Le 4 février 2003, la Société a émis 19 179 803 unités aux termes d'une opération de placement privé et d'appel public à l'épargne. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action. Chaque bon de souscription relatif à une action entière permet à son porteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire de la Société au prix de 0,45 \$ au plus tard le 4 février 2005. Le produit brut total tiré de ces deux placements s'est élevé à 6,1 M\$, montant duquel ont été retranchés les frais d'émission de 1,1 M\$. Ce produit a été affecté aux activités de restructuration.

Le 9 octobre 2003, la Société a émis 7 972 411 unités aux termes d'un placement privé au prix de 1,10 \$ par unité. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action. Chaque bon de souscription relatif à une action entière permet à son porteur d'acquérir une action ordinaire supplémentaire de la société au prix de 1,65 \$ au plus tard le 9 octobre 2005. Le produit brut total tiré de ce placement s'est élevé à 8,8 M\$, montant duquel ont été retranchés les frais d'émission de 0,6 M\$. Le produit de ces opérations a été affecté au fonds de roulement et au remboursement de la dette à long terme.

Le 10 février 2004, la Société a émis 10 909 091 actions au prix de 2,75 \$ par action ordinaire ayant dégagé un produit brut de quelque 30 M\$. Le 8 mars, les preneurs fermes ont également levé leur option en cas d'attribution excédentaire leur permettant d'acquérir 746 264 actions ordinaires supplémentaires au prix de 2,75 \$ par action. Les frais d'émission ont totalisé 2,1 M\$. Le produit a été affecté en partie à la réduction de la dette bancaire, au paiement du solde à verser pour l'acquisition de Wavesat et aux fins générales du fonds de roulement.

Vente – opération de cession-bail

Le 14 octobre 2003, Mitec a conclu l'entente de cession-bail relative à ses biens immobiliers sis à Pointe-Claire (Canada), où se trouve le siège social et principal centre de fabrication de la Société. L'immeuble a été acheté par une filiale de la caisse de retraite d'Hydro-Québec, moyennant un produit brut de 5,9 M\$. Un montant de 3,3 M\$ a été versé au comptant et a été affecté au remboursement de la dette à long terme garantie par ce bien immobilier. Le solde du produit est présentement réalisé sous forme de location gratuite durant une période de cinq années.

Contrat d'approvisionnement de 5 M\$ dans le secteur des télécommunications par satellite

Le 21 novembre 2003, Mitec a signé un contrat d'approvisionnement pluriannuel d'une valeur de 5 M\$ avec un client australasien en vue de la fourniture d'amplificateurs de grande puissance destinés à des stations terrestres de télécommunications par satellite.

Renouvellement d'un contrat majeur d'approvisionnement en matériel de télécommunications

Le 9 janvier 2004, Mitec a obtenu le renouvellement, pour plusieurs années, d'un contrat majeur d'approvisionnement en matériel de télécommunications auprès de l'un des plus importants fournisseurs d'équipement de réseaux. Cette entente remplace et prolonge un contrat d'approvisionnement conclu au milieu de l'exercice 2003 et prévoit la fourniture de produits regroupant à la fois des produits de troisième génération et des produits de deuxième génération adaptés aux normes.

Lettre d'intention portant sur l'approvisionnement en produits de quatrième génération

Le 16 février 2004, Mitec a signé une lettre d'intention portant sur la fourniture de sous-systèmes de quatrième génération pendant plusieurs années, conclue auprès de l'un des principaux fournisseurs de solutions d'accès sans fil de prochaine génération en Amérique du Nord.

Aux termes de cette lettre d'intention, Mitec assurera la fourniture de produits et de sous-systèmes de RF de quatrième génération pour les réseaux de données à large bande.

Renégociation de l'entente bancaire

Mitec a renégocié son entente bancaire auprès de ses banquiers canadiens au cours de l'exercice 2004 dans le but de respecter ses engagements bancaires. Le taux d'intérêt des facilités de crédit, qui s'établissait au taux préférentiel majoré de 6 %, a été réduit au taux préférentiel majoré de 3,75 %, et celui du prêt spécial garanti par La Financière a été abaissé au taux préférentiel majoré de 2,75 %.

VISION

Mitec est un concepteur et intégrateur de premier plan de produits RF destinés aux marchés des télécommunications et des télécommunications par satellite, qui s'occupe de livrer des solutions avantageuses et novatrices de grande qualité aux principaux fournisseurs de réseaux, intégrateurs de systèmes et exploitants de systèmes.

STRATÉGIE COMMERCIALE

Considérant que Mitec peut désormais passer outre l'étape de la restructuration, elle se concentrera sur sa croissance. La Société entrevoit une stratégie de croissance comportant quatre éléments :

Sous-système RF complet	<ul style="list-style-type: none"> • Système RF intégré - Architecture ouverte de stations de base • Combine les antennes, amplificateurs de puissance, filtres et émetteurs radio • Produit multimodal définissable par logiciel
Technologies disruptives	<ul style="list-style-type: none"> • Innovation à l'intérieur du cadre de travail architectural en place • Recours à des matériaux et à une approche de fabrication radicalement différents • Produits dont le poids et la masse sont inférieurs
Offre de produits complémentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Ajout de produits complémentaires pour rehausser la valeur de l'offre • Protocoles, connectivité et OAM communs d'un produit à l'autre
Simple réduction des coûts	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la marge tactique • Horizon de 0 à 12 mois • Priorité accordée au conditionnement RF et aux amplificateurs de puissance

Tous les éléments de cette stratégie commerciale font actuellement l'objet de démarches actives et en sont à diverses étapes d'avancement.

MITEC POURSUIT LES PRINCIPAUX OBJECTIFS TACTIQUES SUIVANTS

Mettre l'accent sur le marché en pleine croissance des télécommunications

Mitec a l'intention de mettre en valeur le savoir-faire technologique qu'elle a développé durant les 31 dernières années dans le domaine des produits de radiofréquences (« RF ») en continuant de mettre au point des produits s'adressant aux marchés du matériel pour les infrastructures de télécommunications et de télécommunications par satellite. Mitec entrevoit son futur en tant que société de moyenne envergure dotée d'une structure souple.

Devenir un chef de file en matière de technologie

Mitec entend continuer à déployer des efforts afin de devenir un chef de file dans le domaine des produits RF, par ses activités de conception donnant lieu à des progrès technologiques constants dans les amplificateurs, les amplificateurs à mode

multiporteuse, les sous-systèmes RF, les filtres, les guides d'ondes souples, les systèmes de commutation de redondance et d'autres produits et technologies connexes et en les commercialisant en temps opportun. Les investissements en recherche et développement (« R et D ») sont essentiels au maintien de Mitec à l'avant-plan de la technologie. Ces investissements se poursuivront à mesure que la technologie sans fil évoluera et que les fournisseurs de réseaux impartiront davantage leurs activités de R et D. Mitec continuera de s'afficher en chef de file de l'innovation.

Créer des alliances stratégiques et s'imposer à l'échelle locale

Mitec entend continuer à créer de solides alliances avec les fournisseurs de réseaux et les intégrateurs de systèmes établis du secteur des télécommunications sans fil en vue de conclure des alliances stratégiques avec des chefs de file choisis. Elle compte y arriver en partie en offrant de l'aide technique à ses clients pendant l'étape de la conception de leurs produits.

Mitec compte augmenter et raffermir sa présence locale sur chacun de ses marchés principaux pour être en mesure d'offrir sa gamme complète de produits. Elle n'écarte pas la possibilité de conclure des partenariats stratégiques avec d'autres entreprises comme les fabricants à façon.

Créer de nouveaux produits à valeur ajoutée

Mitec entend accroître davantage sa part du marché des stations de base en élargissant les capacités de ses sous-systèmes et de ses sous-systèmes à fonctions multiples (« SFM »), qui prendront en charge une plus grande partie des fonctions des stations de base. Par exemple, un besoin croissant se fait sentir dans le secteur des télécommunications sans fil à l'égard des produits de surveillance, d'alarme et de contrôle qui supervisent le fonctionnement de matériel divers dans les stations terrestres de télécommunications par satellite et les emplacements de transmission de radiodiffusion. Mitec a développé une capacité à l'égard de ces produits et, au cours des sept dernières années, ses activités dans ce domaine ont progressé au point de donner lieu à un service distinct doté de ses propres capacités techniques en matière de matériel et de logiciel.

Continuer à offrir ses produits à des prix concurrentiels

Mitec prévoit continuer à offrir ses produits à des prix concurrentiels en améliorant et en automatisant davantage la fabrication et les fonctions d'essai. Cette approche pourrait comporter l'impartition de ces fonctions. En outre, la direction estime que la capacité de la Société d'intégrer de nombreuses fonctions à des unités individuelles lui permettra de continuer à fabriquer des produits à rendement élevé à des prix concurrentiels. Mitec continuera d'employer des technologies disruptives dans le but de créer des précédents en matière de rendement et de prix avantageux.

PRINCIPAUX MOTEURS DU RENDEMENT

Mitec tient son succès de l'optimisation des activités obtenu par les moyens suivants :

- **Rapidité/souplesse de réaction** Mitec démontre continuellement sa capacité de réagir rapidement à la dynamique des clients et des marchés, sans sacrifier la qualité.
- **Employés persévérants** La main-d'œuvre de Mitec a été dynamisée et est plus que jamais axée sur les clients et les produits.
- **Portée/localisation** Mitec est active dans tous les principaux secteurs économiques et peut assurer une présence au niveau local à tous ses clients.

TENDANCES DU MARCHÉ

Télécommunications

L'industrie des télécommunications a continué de démontrer des signes d'amélioration durant le dernier exercice et sa croissance devrait s'accélérer dès la fin de 2004. Les exploitants ont accéléré leurs dépenses en immobilisations. La demande pour les produits a progressé, surtout grâce aux économies émergentes comme la Chine et l'Inde, où 200 millions de nouveaux abonnés devraient être recrutés durant les trois prochaines années.

À court terme, la vague de regroupement des entreprises de télécommunications et des exploitants dans l'industrie des télécommunications continuera d'alimenter une concurrence intense entre les fournisseurs qui font affaires avec les constructeurs OEM, alors que ceux-ci s'affronteront en vue de réaliser des ventes auprès d'une clientèle qui ne cesse de diminuer. Cette situation engendre une pression supplémentaire sur les marges des produits. Récemment, les activités de fusion concernant Telus/Microcell et Cingular/AT&T Wireless risquent d'interrompre temporairement les dépenses relatives aux réseaux. Enfin, le climat d'incertitude est exacerbé par la crise en matière de régie d'entreprise qui sévit chez Nortel, qui compte actuellement parmi les plus importants clients de Mitec. Ensemble, ces facteurs sont responsables de l'instabilité et de l'imprévisibilité du marché des télécommunications.

Quoi qu'il en soit, les entreprises de télécommunications à travers le monde sont d'avis que l'industrie des télécommunications sans fil est promis à une forte expansion au cours des cinq prochaines années. Cet optimisme est en partie suscité par l'intérêt renouvelé pour les réseaux sans fil de troisième génération. La technologie de troisième génération permet l'accès haute vitesse à l'Internet et les services multimédia, ainsi que le transfert simultané de conversations, de données, de textes, d'images et de fichiers audio et vidéo à l'aide d'appareils sans fil comme les ordinateurs portatifs, les téléphones cellulaires et les assistants numériques (PDA). Au chapitre des développements positifs, on compte l'arrivée des combinés qui offrent davantage de fonctions tout en étant moins coûteux et la croissance incessante de la base d'abonnés aux services sans fil, que ne peut que favoriser la décision récente rendue par la *US Federal Communications Commission* (FCC) autorisant la transférabilité des numéros de téléphone aux États-Unis. Il existe également de grandes possibilités au niveau du déploiement de nouveaux réseaux dans les économies émergentes comme la Chine, l'Inde et la Russie.

Télécommunications par satellite

Au cours des cinq à sept prochaines années, la croissance du marché des télécommunications par satellite devrait surtout provenir des dépenses militaires, tout en étant modestement alimentée par les activités de collecte d'information à distance, la télévision directe à domicile, les communications à large bande (télévision par satellite/Internet haute vitesse) et les activités d'exploration pour les ressources naturelles.

L'innovation et l'intégration des produits seront de première importance pour le maintien de la stratégie de croissance de la Société. Les pressions exercées continuellement sur les prix proviendront des entreprises plus petites, dont les frais généraux sont inférieurs.

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RENDEMENT

Mitec mesure son rendement dans l'ensemble de l'entreprise au moyen des principaux indicateurs financiers suivants :

- Ventes
- Pourcentage de la marge brute
- BAIIA
- Fonds de roulement
- Délai moyen de recouvrement des créances (DSO)
- Coefficient de rotation des stocks
- Bénéfice par action (BPA)

CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS

Ces questions sont couvertes dans les sections appropriées ci-après.

- Ressources technologiques
- Vigueur financière
- Présence sur le marché
- Main-d'œuvre qualifiée
- Culture axée sur la valorisation

RISQUES ET INCERTITUDES

Mitec évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes. Les affaires de la Société sont susceptibles de subir l'incidence défavorable importante des facteurs de risque et des incertitudes décrits ci-après. D'autres facteurs de risque et incertitudes dont Mitec n'a pas connaissance à l'heure actuelle sont également susceptibles d'avoir une incidence sur son entreprise.

Risque lié à l'industrie

Notre succès sur le marché des communications sans fil commercial est largement tributaire des investissements que nos clients effectuent dans le matériel coûteux pour les infrastructures connexes. Étant donné que le marché des communications sans fil commercial n'a commencé à se redresser que depuis peu, il est difficile de prédire à quel rythme ce marché croîtra, pour peu qu'il le fera. Nos clients pourraient diminuer leurs dépenses en immobilisations en réaction aux baisses actuelles ou anticipées de la demande des consommateurs pour leurs produits et services. Si l'incertitude économique actuelle persiste, la demande pour nos produits destinés au marché des communications

sans fil commercial pourrait chuter ou même ne pas se développer, ce qui se répercuterait défavorablement sur nos revenus. Par ailleurs, les investissements relatifs aux aspects techniques et en matière de recherche, de développement et de commercialisation qui sont nécessaires pour pénétrer les marchés et maintenir la capacité de fournir les services diminuent nos possibilités lorsqu'il s'agit de rationaliser les dépenses en période de ralentissement.

Dépendance sur quelques clients

La Société est exposée à un risque du fait de l'importance de certains contrats ou clients. Au cours de l'exercice 2004, la Société a réalisé 74 % de ses ventes auprès de deux de ses principaux clients. Mitec a signé une lettre d'intention pluriannuelle avec l'un de ces clients. Certes la Société déploie des efforts considérables pour entretenir les relations avec ses clients, mais rien ne peut garantir que Mitec sera éventuellement en mesure de réaliser à des conditions avantageuses des ventes auprès de ses clients, ni que ceux-ci continueront de s'approvisionner auprès de Mitec. Toutes les variations dans leurs stratégies commerciales, tous les changements apportés aux échéances, ou aux questions de commercialisation, sont susceptibles d'avoir un impact financier considérable sur Mitec. Mitec s'emploie à grossir sa clientèle et à diversifier son réseau des ventes dans chaque secteur, afin d'atténuer ce risque. Par ailleurs, Mitec adoptera une stratégie de croissance équilibrée surtout afin d'exploiter la nature anticyclique des entreprises des secteurs des télécommunications et des télécommunications par satellite.

Secteur d'activité des clients

En général, les composants intégrés et les sous-systèmes que nous offrons doivent être conçus sur mesure pour être utilisés dans les produits de nos clients. Par conséquent, nous écoupons nos produits auprès d'un nombre relativement modeste de clients, et nous devons incorporer à nos produits des caractéristiques techniques propres à chaque client. Bien que nous choissions nos clients en estimant leurs chances de réussite sur le marché, celle-ci n'est pas assurée. Si nos clients n'obtiennent pas le succès escompté, le temps requis pour adapter les caractéristiques techniques de notre produit aux exigences d'un autre client pourrait reporter le moment où nos ventes sont réalisées ou nous empêcher d'offrir nos produits sur le marché en temps opportun, voire de les offrir. Si nos clients optaient, pour quelque motif que ce soit, de produire eux-mêmes leurs systèmes et sous-systèmes RF et hyperfréquences, d'augmenter le pourcentage de la production prise en charge, de nous imposer une fabrication conjointe ou encore de nous faire directement concurrence, il s'ensuivrait une baisse de nos revenus ponctuée de retombées défavorables sur nos résultats d'exploitation.

Risque lié à la production

Nos résultats trimestriels ont fluctué sensiblement dans le passé et cette tendance est susceptible de se maintenir. Ces fluctuations découlent d'un certain nombre de facteurs, notamment : l'échéancier, l'annulation ou le report des estimations des clients à l'égard d'un produit ; les commandes passées par les clients et les expéditions à ceux-ci ; l'établissement des prix et la combinaison des produits vendus ; le lancement de nouveaux produits ; notre capacité d'obtenir des composants et des sous-ensembles auprès des fournisseurs ; et les variations au niveau de l'efficacité de fabrication. L'un quelconque de ces facteurs pourrait avoir d'importantes répercussions sur nos résultats d'exploitation d'un trimestre donné.

Par ailleurs, dans certains cas nous dépendons de fournisseurs uniques ou d'un choix limité de fournisseurs pour obtenir les services et les matériaux nécessaires à la fabrication de nos produits. Si nous ne parvenons pas à obtenir une quantité suffisante de ces composants, la production et la livraison des produits seront retardées, nous pourrions perdre des clients et notre rentabilité pourrait en subir les conséquences.

Notre dépendance envers des fournisseurs uniques engendre d'autres risques comme un contrôle moins serré des coûts de production, du calendrier de livraison, de la fiabilité et de la qualité des matériaux. Tout défaut d'obtenir la livraison en temps voulu de matériaux de qualité acceptable, ou toute autre circonstance qui nous obligerait à rechercher d'autres fournisseurs, est susceptible de diminuer notre capacité de livrer nos produits aux clients. Bien qu'il soit peu probable que nous subissions une augmentation des coûts qui sont strictement gérés au moyen d'ententes officielles à long terme avec nos principaux fournisseurs, une telle augmentation pourrait se traduire en pertes si nous ne parvenions pas à les récupérer aux termes d'engagements de production à prix fixe auprès de nos clients.

Risque lié à l'exploitation

Les activités poursuivies par la Société sont soumises à des risques liés à l'exploitation, notamment la concurrence d'autres entreprises, le rendement des fournisseurs majeurs, les garanties relatives au rendement des produits, les risques liés à la réglementation, l'intégration fructueuse des nouvelles acquisitions, la dépendance envers le

personnel clé et la dépendance sur des systèmes d'information, qui sont tous des facteurs susceptibles d'entraver la capacité de la Société à respecter ses obligations.

Risque lié au numéraire

La direction considère la facilité de crédit renouvelable comme une source de liquidités disponibles. Cette facilité est assortie de conditions, d'engagements et de déclarations de nature diverse que nous devons honorer de manière à pouvoir emprunter des fonds. Au 30 avril 2004, la Société avait fait défaut de respecter la clause de financement contenue dans cette facilité de crédit. Nous avons négocié une modification à cette facilité de crédit et établi de nouvelles clauses de financement. S'il devient éventuellement nécessaire de tirer des fonds sur cette facilité, rien ne peut garantir que nous serons en conformité avec ces conditions, engagements et déclarations.

Même si la direction est d'avis que nous disposons de ressources financières convenables, rien ne garantit que c'est nécessairement le cas. Par exemple, si le rendement de notre exploitation variait considérablement par rapport à notre plan d'exploitation, il se peut que nos ressources en capital existantes ne soient pas suffisantes pour financer notre exploitation. Dans la mesure où nos ressources en capital (notamment notre facilité de crédit susmentionnée) ne suffisaient pas à combler nos besoins de capital futurs, nous pourrions devoir lever des capitaux supplémentaires par le placement d'actions. Il se pourrait que nous ne soyons pas en mesure de recueillir ces capitaux supplémentaires à des conditions favorables, voire les obtenir. Si nous levons des capitaux supplémentaires par le placement d'actions, l'émission de ces titres est susceptible d'occasionner une importante dilution des participations en actions de nos actionnaires. À défaut d'obtenir les fonds nécessaires, il se peut que nous soyons contraints de ralentir considérablement notre exploitation.

Changements technologiques

Mitec est consciente de la nécessité de demeurer à la fine pointe de la technologie pour satisfaire les nouveaux besoins de ses clients et garantir la continuité des revenus de ses clients actuels tout en pénétrant de nouveaux marchés. Nos investissements en R et D demeurent un élément important de notre entreprise, et continueront d'être complétés par des techniques provenant de l'extérieur.

Rapatriement des liquidités dégagées par une filiale à l'étranger

La Société dégage un montant important de liquidités de sa filiale à l'étranger. Le processus comportant le rapatriement au Canada de ces liquidités est assujéti à des lois et des restrictions gouvernementales.

Conjoncture économique

Une conjoncture défavorable est susceptible d'avoir des répercussions sur les activités de la Société. Par exemple, le ralentissement de la production en raison d'une conjoncture économique défavorable pourrait entraîner des coûts importants au titre des mises à pied temporaires ou des cessations d'emploi des membres du personnel.

Taux de change

Une partie substantielle du chiffre d'affaires de Mitec est libellée en devises étrangères, surtout en dollars américains, et peut être affectée de manière défavorable par des fluctuations importantes des cours. À l'occasion, Mitec utilise des contrats de change à terme pour gérer les risques qu'elle pourrait courir quand son chiffre d'affaires est libellé en devises étrangères. Les montants et les dates des contrats à terme dépendent des attentes de la direction quant au chiffre d'affaires futur et de la disponibilité des facilités de change.

Questions d'ordre environnemental

Les activités de la Société sont assujétiées aux lois et à la réglementation environnementales relatives aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Des amendements à ces lois et règlements sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société. La Société surveille ces risques au moyen de systèmes et de politiques en matière de gestion des risques environnementaux.

Fluctuation du cours des actions

Le cours de nos actions ordinaires, à l'instar de celui des actions de plusieurs entreprises du secteur des télécommunications, est soumis à des fluctuations abruptes provoquées par une variété de facteurs, notamment : les résultats d'exploitation réels ou anticipés ; les annonces d'innovations technologiques ; les annonces de nouveaux produits ou des nouveaux contrats que nous avons conclus, ou que nos concurrents ou clients ont conclus ; l'effet de la réglementation gouvernementale ; les développements survenant sur le marché des télécommunications sans fil ; ainsi que le la conjoncture générale du marché et d'autres facteurs. Par surcroît, les

cours et les volumes sur les marchés boursiers ont subi d'importantes fluctuations à plusieurs occasions. Ces fluctuations ont eu une incidence particulière sur la valeur marchande des actions des sociétés du secteur technologique et n'avaient bien souvent aucun rapport avec les résultats d'exploitation des entreprises visées. La valeur marchande de nos actions ordinaires s'avère très instable et pourrait le demeurer.

INFORMATION FINANCIÈRE ANNUELLE CHOISIE

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les trois derniers exercices :

Exercices terminés le 30 avril (en milliers de dollars, sauf les données par action)	2004 \$	2003 \$	2002 \$
Ventes	84 324	68 216	80 099
Profit brut	17 464	14 798	14 823
Charges de vente et d'administration	11 513	12 341	10 199
R et D	6 744	8 185	10 541
Amortissement des actifs incorporels	2 203	2 145	952
Charges financières	1 830	4 154	831
Perte de valeur de l'immeuble	312	-	-
Autres charges	155	3 531	2 231
Amortissement et perte de valeur de l'écart d'acquisition	-	109	-
Perte découlant des activités poursuivies	(5 480)	(15 917)	(10 744)
Perte nette	(7 002)	(20 217)	(28 204)
Résultat de base et dilué par action :			
- Perte découlant des activités poursuivies	(0,10)	(0,56)	(0,59)
- Perte nette	(0,13)	(0,71)	(1,54)
Total de l'actif	92 175	82 666	107 662
Dettes à long terme	3 291	7 251	5 841
Contrat de location-acquisition	532	1 706	1 710
Encaisse et placements temporaires	18 255	1 696	2 289

Mitec établit le BAIIA tiré des activités poursuivies de la manière suivante :

Exercices terminés le 30 avril (montants en milliers de dollars)	2004 \$	2003 \$	2002 \$
Perte découlant des activités poursuivies	(5 480)	(15 917)	(10 744)
Impôts sur les bénéfices	342	250	175
Amortissement	5 730	5 806	5 072
Intérêts nets	1 210	1 268	856
BAIIA provenant des activités poursuivies	1 802	(8 593)	(4 641)

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

VENTES

Les ventes de l'exercice 2004 ont augmenté de 16,1 M\$ pour atteindre 84,3 M\$, ou 23,6 %, en comparaison de l'exercice 2003. Le secteur des télécommunications, qui a dégagé 82,5 % du total des revenus, a progressé de 14,1 M\$, se chiffrant à 69,6 M\$, ou 25,3 % comparativement à l'exercice 2003, surtout en raison de l'augmentation de la demande provenant des économies émergentes. Le secteur des télécommunications par satellite, qui est responsable de 17,5 % du total des revenus, a crû de 2,0 M\$, atteignant 14,7 M\$, ou 16,1 % par rapport à l'exercice 2003. Cette progression est en grande partie attribuable à l'acquisition des actifs de Wavesat au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2004. Il est important de souligner que les ventes de l'exercice 2004 ont subi le contrecoup de la faiblesse du dollar américain en comparaison de l'exercice 2003.

Le total des ventes pour l'exercice 2003 a décliné de 14,9 %, à 68,2 M\$ par rapport à 80,1 M\$ durant l'exercice 2002.

Les diminutions les plus importantes sont imputables au secteur d'activité des télécommunications, qui a accusé un recul de 14,2 %, tandis que les ventes du secteur des télécommunications par satellite sont demeurées stables. La baisse provient surtout de la diminution des dépenses par les entreprises de télécommunications sans fil.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

(montants en milliers de dollars, sauf indication)

		2004	2003	2002
Ventes	\$	69 607	55 538	64 749
% du total des revenus	%	82,5	81,4	80,8

Le chiffre d'affaires de ce secteur provient de la vente de composants RF aux fournisseurs de matériel de réseaux comme Ericsson et Nortel. L'industrie des communications sans fil a manifesté des signes d'amélioration durant l'exercice 2004 en résultat de l'augmentation des dépenses en capital effectuées par les exploitants. En raison de la demande accrue de produits surtout dans les économies émergentes, plus particulièrement en Chine, le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications a progressé de 25,3 %, passant de 55,5 M\$ au cours de l'exercice 2003 à 69,6 M\$ au cours de l'exercice 2004.

Les ventes ont diminué de 14,2 %, passant de 64,7 M\$ durant l'exercice 2002 à 55,5 M\$ pour l'exercice 2003, en raison du marasme prolongé dans l'industrie des télécommunications. Au cours de l'exercice 2003, Mitec n'a pas été en mesure de protéger sa part du marché en écoulant les produits de prochaine génération issus de ses démarches continues de R et D. Plusieurs clients de Mitec demandent également que les produits soient fabriqués en Chine, ce qui pourrait s'avérer avantageux pour les installations de Mitec en Chine, qui ont été acquises auprès de Com Dev durant l'exercice 2002.

TÉLÉCOMMUNICATIONS PAR SATELLITE

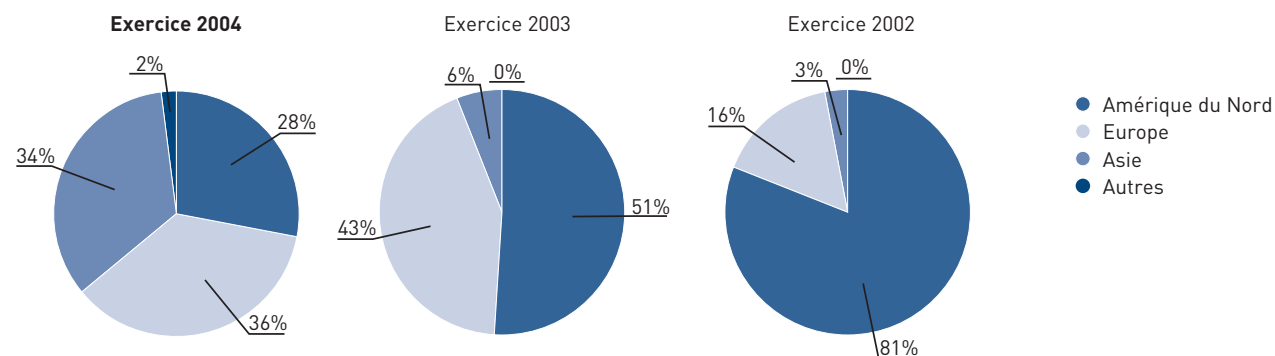
(montants en milliers de dollars, sauf indication)

		2004	2003	2002
Ventes	\$	14 717	12 678	12 725
% du total des revenus	%	17,5	18,6	15,9

Les ventes ont progressé de 16,1 % par rapport à 12,7 M\$ au cours de l'exercice 2003, passant à 14,7 M\$ durant l'exercice 2004 principalement en raison de l'acquisition des actifs de télécommunications par satellite et de SCP auprès de Wavesat, laquelle a surpassé les résultats auxquels nous nous attendions, comme le démontrent nos progrès accomplis sur le marché des microstations terriennes.

Durant l'exercice 2003, les ventes du secteur des télécommunications par satellite se sont maintenues à un niveau constant, soit à environ 12,7 M\$. Des efforts ont été déployés dans ce secteur pour augmenter sa clientèle, plus particulièrement en Europe, de manière à éviter de dépendre sur un nombre restreint de clients et pour tirer des recettes supplémentaires provenant des produits à marge plus élevée.

REVENU PAR SECTEUR GÉOGRAPHIQUE



L'un des objectifs de Mitec consistait à obtenir un marché géographique équilibré. Cet objectif a été atteint au cours de l'exercice 2004. L'expansion continue sur le marché asiatique, conjuguée aux relations de Mitec avec ses clients, ont favorisé l'expansion de la Société.

MARGE BRUTE

La marge brute de l'exercice 2004 a progressé de 2,7 M\$, pour atteindre 17,5 M\$, ou 18,0 % en comparaison de l'exercice 2003. Le secteur des télécommunications, qui est responsable de 73,8 % de la marge brute totale, a augmenté de 2,0 M\$ pour atteindre 12,9 M\$, ou 17,9 % au regard de l'exercice 2003, principalement par suite de l'augmentation du volume des ventes. Le secteur des télécommunications par satellite, qui a dégagé 26,2 % de la marge brute totale, s'est accru de 0,7 M\$, pour passer à 4,6 M\$, ou 18,3 % comparativement à l'exercice 2003.

La marge brute s'est abaissée à 20,7 % au cours de l'exercice 2004 contre 21,7 % pour l'exercice 2003. Cette hausse est le fruit d'une baisse de la marge brute dans le secteur des télécommunications durant l'exercice 2004 qui a été provoquée surtout par la faiblesse du dollar américain et l'intensification de la concurrence par les prix. La Société s'attend à une amélioration de la marge brute durant l'exercice 2005 alors qu'elle lancera des matériaux composites.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

(montants en milliers de dollars, sauf indication)

		2004	2003	2002
Bénéfice brut	\$	12 881	10 925	12 947
Marge brute	%	18,5	19,7	20,0

Le bénéfice brut s'est accru de 17,9 %, passant de 10,9 M\$ à 12,9 M\$ par suite de l'augmentation du volume des ventes. Toutefois, puisque la plupart des ventes sont réalisées en dollars américains, l'augmentation du volume des ventes a été partiellement neutralisée par la faiblesse du dollar US. Les coûts afférents au lancement de nouveaux produits ont eu un impact négatif sur les marges brutes. En outre, le marché est encore caractérisé par une vive concurrence sur les prix, mais que la Société s'attend toutefois à voir diminuer étant donné les demandes pour de nouveaux produits dotés d'architectures différentes. Par conséquent, la marge brute s'est abaissée, passant de 19,7 % pour l'exercice 2003 à 18,5 % pour l'exercice 2004.

Durant l'exercice 2003, Mitec a été en mesure de réaliser un bénéfice brut de 19,7 % dans le secteur des télécommunications, au regard de 20 % durant l'exercice 2002. Les gains sur le plan de l'efficacité, les mesures de rationalisation de la main-d'œuvre et les efforts supplémentaires déployés en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement ont permis à Mitec de maintenir son bénéfice brut au même niveau en dépit d'une baisse de 14 % de son chiffre d'affaires.

TÉLÉCOMMUNICATIONS PAR SATELLITE

(montants en milliers de dollars, sauf indication)

		2004	2003	2002
Bénéfice brut	\$	4 583	3 873	1 999
Marge brute	%	31,1	30,5	15,7

Le bénéfice brut s'est accru de 18,3 % contre 3,9 M\$ pour l'exercice 2003, passant à 4,6 M\$ durant l'exercice 2004. Cette hausse est le fruit d'une augmentation des ventes et de la marge brute. La marge brute a progressé à 31,1 % par rapport à 30,5 % en raison des produits dégagant une marge plus élevée qui proviennent de l'acquisition de Wavesat.

Le bénéfice brut du secteur des télécommunications par satellite a pratiquement doublé, passant des 15,7 % dégagés au cours de l'exercice 2002 à 30,5 % pour l'exercice 2003. Cette hausse découle des mesures de compression des coûts et d'une combinaison de produits à marge bénéficiaire plus élevée, notamment les produits acquis dans le cadre de l'acquisition de Com Dev.

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche et développement (R et D), déduction faite des crédits d'impôts à l'investissement pour l'exercice 2004, se sont abaissés de 17,6 % pour atteindre 6,7 M\$. Cette baisse découle surtout de la restructuration entreprise à l'exercice 2003 et de la capitalisation des frais de R et D liés au projet Flarion au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2004. Ce recul a été annulé en partie par l'embauche d'ingénieurs supplémentaires dans le cadre de l'acquisition des actifs de Wavesat, en septembre 2003. La Société prévoit enregistrer de faibles baisses durant l'exercice 2005.

CHARGES DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les charges de vente et d'administration de la Société pour l'exercice 2004 ont glissé de 6,7 %, à 11,5 M\$ au regard de l'exercice 2003. Cette diminution est attribuable aux efforts de restructuration entrepris vers la fin de l'exercice 2003.

FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers se sont élevés à 1,8 M\$ pour l'exercice 2004 en comparaison de 4,2 M\$ pour l'exercice 2003. Ce recul est attribuable à la baisse de 0,4 M\$ au titre des frais bancaires imputés en 2004 comparativement aux frais bancaires engagés durant l'exercice 2003, ainsi qu'à la renégociation des facilités de crédit effectuée durant l'exercice 2004. Par ailleurs, les intérêts débiteurs ont décliné par suite de la réduction de la dette vers la fin de l'exercice 2004, réduction qui découlait de la levée des 32 M\$ dans le cadre du placement d'actions auprès du public mené à bien en mars 2004.

AUTRES CHARGES

Les charges de restructuration se sont chiffrées à 0,2 M\$ pour l'exercice 2004 comparativement aux charges de 3,5 M\$ de l'exercice 2003. Cette diminution est surtout attribuable aux démarches en matière de restructuration exécutées en 2003, qui ont comporté la rationalisation de la main-d'œuvre, ainsi que les frais connexes reliés aux indemnités de départ, et occasionné des charges non récurrentes de 3,5 M\$ pour l'exercice 2003. Au cours de l'exercice 2004, nous avons effectué une reprise de 0,4 M\$ sur la provision pour restructuration établie lors de l'exercice 2003, ce montant n'étant pas requis. Le montant a été inclus dans le bénéfice de l'exercice 2004. Cet apport a été contrebalancé par des charges de 0,6 M\$ liées à une réclamation d'ordre environnemental.

AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS

L'amortissement des actifs incorporels a progressé légèrement, pour s'élever à 2,2 M\$ durant l'exercice 2004 contre 2,1 M\$ durant l'exercice 2003 par suite de l'acquisition, en septembre 2003, des actifs de télécommunications par satellite et de SCP de Wavesat.

PERTE DE VALEUR DE L'IMMEUBLE

La perte subie à la vente de l'immeuble s'est chiffrée à 0,3 M\$ en résultat de l'opération de cession-bail réalisée par Mitec à l'égard des locaux de son siège social sis à Pointe-Claire.

PERTE NETTE

La perte nette de l'exercice 2004 a été de 7,0 M\$, ou 0,13\$ par action, comparativement à 20,2 M\$, ou 0,71 par action au cours de l'exercice 2003. Cette diminution de 13,2 M\$ au titre de la perte nette est imputable à la réduction de la perte de 10,4 M\$ découlant des activités poursuivies et à une réduction de 2,8 M\$ de la perte découlant des activités abandonnées. Il s'agit d'une nette amélioration par rapport à l'exercice antérieur, alors que la Société opère la transition d'une phase de restructuration à une phase de croissance.

La perte nette consolidée de l'exercice 2003 s'est établie à 20,2 M\$, ou 0,71 par action, comparativement à 28,2 M\$, ou 1,54\$ par action pour l'exercice 2002. Cette diminution de la perte nette découle du programme de rationalisation entamé au cours du premier semestre de l'exercice 2003, qui a donné lieu à des marges légèrement plus élevées et à une diminution des charges d'exploitation. Par ailleurs, les pourparlers avec les bailleurs de fonds suédois ont permis à la Société de constater un gain sans précédent à l'occasion du règlement d'obligations au montant de 4,6 M\$.

PERTE DÉCOULANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

La perte découlant des activités poursuivies pour l'exercice 2004 s'est chiffrée à 5,5 M\$, ou 0,10\$ par action, en comparaison de 15,9 M\$, ou 0,56\$ par action durant l'exercice 2003. Ce recul découle de plusieurs facteurs, notamment de l'augmentation des ventes, de la diminution des frais d'exploitation et financiers, ainsi que de la charge non récurrente de 3,5 M\$ inscrite au bilan pour l'exercice 2003.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 29 août 2003, Mitec a conclu la vente de Beve Electronics à Note AB, une société suédoise. Cette vente englobait les stocks et l'équipement. Le produit de cette vente a été affecté directement à la fois à la réduction de la dette bancaire de Mitec et au remboursement de ses comptes créditeurs. La vente n'incluait pas les biens immobiliers, mais Mitec a conclu des baux à long terme avec Note AB pour garantir en partie la valeur marchande de ces biens immobiliers. L'un des quatre biens immobiliers en Suède a été ultérieurement vendu. Beve Electronics représentait à elle seule la plupart du secteur des hyperfréquences. Cette division a été classée au poste des activités abandonnées. Les résultats de l'exercice 2003 ont été retraités pour tenir compte de cette transaction. La perte découlant des activités abandonnées a été de 1,5 M\$ pour l'exercice 2004 au regard de 4,3 M\$ pour l'exercice 2003. La diminution de la perte tient au fait que Beve a été vendue au cours de l'exercice 2004.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	Premier trimestre \$	Deuxième trimestre \$	Troisième trimestre \$	Quatrième trimestre \$
Pour l'exercice terminé le 30 avril 2004 :				
Ventes	18 781	20 377	21 246	23 920
Perte découlant des activités poursuivies	(753)	(1 809)	(1 772)	(1 146)
Montant net (perte)	(928)	(2 799)	(1 581)	(1 694)
Résultat de base et dilué par action :				
– Perte découlant des activités poursuivies	(0,03)	(0,02)	(0,03)	(0,02)
– Perte nette	(0,04)	(0,04)	(0,03)	(0,03)
Pour l'exercice terminé le 30 avril 2003 :				
Ventes	16 750	18 580	13 368	19 518
Perte découlant des activités poursuivies	(5 105)	(4 643)	(3 902)	(2 267)
Montant net (perte)	(6 372)	(5 176)	(4 891)	(3 778)
Résultat de base et dilué par action :				
– Perte découlant des activités poursuivies	(0,21)	(0,19)	(0,16)	(0,05)
– Perte nette	(0,27)	(0,22)	(0,20)	(0,09)

L'accroissement des ventes d'un trimestre sur l'autre fait ressortir l'amélioration constatée en général sur le marché des télécommunications, la mise au point de nouveaux produits par la Société et l'acquisition des actifs de Wavesat. La diminution des pertes nettes survenue au cours du trimestre n'est pas seulement attribuable à l'augmentation des ventes, mais également aux économies de coûts considérables réalisées sur le plan de l'exploitation et du financement en résultat de la mise en branle du programme de rationalisation durant le premier semestre de l'exercice 2003.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Durant l'exercice 2004, Mitec a conclu plusieurs opérations ayant donné lieu au remaniement de ses actifs, influencé le rapprochement entre ses états financiers et changé l'information relative à sa situation financière et les perspectives quant à son rendement futur. Certaines de ces opérations, notamment la vente de Beve (filiale suédoise), l'opération de cession-bail relative au siège social de la Société, l'acquisition des actifs de Wavesat, ainsi que le placement privé et les placements d'actions, ont toutes eu des répercussions majeures sur les ressources en capital de la Société.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

(montants en milliers de dollars)	2004	2003	2002
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant variation du fonds de roulement	987	(8 794)	(5 561)
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités poursuivies	(9 026)	8 322	3 265
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(8 039)	(472)	(2 296)
Ratio du fonds de roulement	3,0	0,8	1,0
Coefficient de rotation des stocks	6	4	4

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont chiffrés à 8,0 M\$ au cours de l'exercice 2004 comparativement à 0,5 M\$ pour l'exercice 2003, surtout en raison des variations du fonds de roulement, qui ont été partiellement contrebalancées par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Cette amélioration des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découle principalement de l'amélioration du bénéfice. La variation de 17,3 M\$ au titre des éléments hors caisse du fonds de roulement est pour bonne partie attribuable à l'accroissement des comptes clients, des stocks et des créiteurs associé à la progression des ventes survenue au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2004, et à l'acquisition des actifs de SCP de Wavesat.

L'accroissement considérable du fonds de roulement découle directement du financement par actions de 32 M\$ mené à bien durant le quatrième trimestre de 2004.

Le coefficient de rotation des stocks s'est accru durant l'exercice 2004 non seulement en raison de l'augmentation des ventes constatée pour ce même exercice, mais grâce à l'objectif que s'était fixé la direction de gérer les stocks au moyen d'outils plus efficaces pour la gestion de l'approvisionnement, et à des contrats auprès des fournisseurs.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 13,2 M\$ pour l'exercice 2004 en comparaison de 1,2 M\$ pour l'exercice 2003. Compte non tenu des investissements à court terme de 13,0 M\$, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 0,2 M\$ pour l'exercice 2004 par rapport à 1,2 M\$ pour l'exercice 2003. Ce recul est attribuable au produit touché de l'opération de cession-bail relative au siège social.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont entraîné une augmentation de 24,9 M\$ des flux de trésorerie nets au cours de l'exercice 2004 en comparaison de 3,9 M\$ pour l'exercice 2003. En 2004, la Société a réuni la somme de 42,4 M\$ au moyen de l'émission d'unités (actions ordinaires et bons de souscription), ce qui lui a permis de diminuer sa dette d'un montant net de 17,5 M\$.

DISPONIBILITÉ DES RESSOURCES EN CAPITAL

Au 30 avril 2004, nos ressources en capital étaient constituées d'environ 18,3 M\$ sous forme d'espèces, de quasi-espèces et de placements à court terme. Nous prévoyons que nos ressources en capital actuelles nous permettront de combler nos besoins en capitaux et au titre de l'exploitation à tout le moins jusqu'au 30 avril 2005. Cette prévision repose sur notre plan d'exploitation actuel, qui pourrait changer en résultat de plusieurs facteurs, notamment :

- Coûts plus élevés que prévu pour le développement des produits ou les activités de fabrication
- Changements apportés aux priorités et à l'orientation de nos programmes de recherche et développement qui sont susceptibles d'entraîner des recherches supplémentaires, avec une majoration des coûts afférents, et de retarder la mise en vente de nos produits
- Acquisitions d'entreprises, de produits ou de technologies complémentaires ou investissements dans ceux-ci
- Le défaut d'atteindre nos cibles en matière de rendement, de combler nos besoins en fonds de roulement ou de réaliser les économies de coûts anticipées au niveau de nos activités de fabrication

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau suivant présente sommairement les principales obligations contractuelles de la Société au 30 avril 2004.

(montants en milliers de dollars)	Paiements exigibles par période				
	Total	Moins d'une année	1 à 3 années	4 à 5 années	Après 5 années
Dette à long terme	3 291	673	1 416	1 202	-
Contrats de location-exploitation	3 303	753	1 108	576	866
Total des obligations contractuelles	6 594	1 427	2 524	1 777	866

INSTRUMENTS FINANCIERS

À l'occasion, Mitec utilise des contrats de change à terme pour gérer les risques qu'elle pourrait courir quand son chiffre d'affaires est libellé en devises étrangères. Les montants et les dates des contrats à terme dépendent des attentes de la direction quant au chiffre d'affaires futur et de la disponibilité des facilités de change. Durant l'exercice 2004, Mitec a conclu dix contrats de change portant sur des ventes de 1,5 M\$ US moyennant un taux de change de 1,35 de mars 2004 à décembre 2004.

ÉLÉMENTS HORS BILAN ET ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les éléments hors bilan et engagements contractuels de Mitec se lisent comme suit :

- Instruments dérivés sous forme de contrats de change à terme
- Lettre de crédit
- Affermage des comptes débiteurs en Chine

INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Se reporter à la rubrique « Instruments financiers » de la présente Analyse pour une description complète.

LETTRES DE CRÉDIT

Dans le but de garantir les versements de loyer pour les installations des États-Unis, la Société a émis une lettre de crédit renouvelable d'un montant de 100 000 \$US qui demeurera en vigueur pendant 5 ans.

AFFERMAGE DES COMPTES DÉBITEURS EN CHINE

Le 1^{er} mars 2004, la filiale chinoise a conclu une entente avec la banque d'affaires locale portant sur l'affermage des débiteurs. Cette entente prend fin le 31 décembre 2005 mais est susceptible de reconduction en fonction de la situation financière de la filiale. En cas de défaut de paiement d'un client, la filiale assume la responsabilité du remboursement à la banque d'affaires. Au 30 avril 2004, la facilité n'était pas utilisée.

MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Un sommaire des principales conventions comptables de la Société est donné à la note 2 des « Notes afférentes aux états financiers consolidés ». Depuis le début de l'exercice 2004, la Société a adopté la nouvelle prise de position suivante en matière de comptabilité de l'*Institut Canadien des Comptables Agréés* :

SORTIE D'ACTIFS À LONG TERME ET ABANDON D'ACTIVITÉS

En date du 1^{er} mai 2003, la Société a adopté de façon prospective les nouvelles normes du chapitre 3475 du Manuel de l'ICCA, « Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités », qui exigent que les actifs classés comme destinés à la vente soient mesurés à la valeur comptable ou à la juste valeur diminuée des frais de vente si cette dernière valeur est inférieure. Les actifs classés comme destinés à la vente ne peuvent pas être amortis. Les nouvelles normes exigent également que les résultats d'exploitation d'une composante d'une entreprise qui a été sortie, par vente ou par abandon, soient présentés à titre d'activités abandonnées. Une composante d'une entreprise est une unité à laquelle se rattachent des activités et des flux de trésorerie qui peuvent être clairement distingués, sur le plan de l'exploitation et aux fins de l'information financière, de ceux du reste de l'entreprise. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée par suite de l'adoption de la prise de position.

MODIFICATIONS FUTURES DES CONVENTIONS COMPTABLES

RÉMUNÉRATIONS ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

En date du 1^{er} mai 2004, la Société a choisi d'adopter de manière rétroactive les nouvelles modifications relatives au chapitre 3870 « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». La modification requiert la constatation des charges liées aux opérations en matière de rémunération à base d'actions concernant tous les employés pour l'exercice qui commence le 1^{er} janvier 2004. Cette modification remplace l'option en matière de divulgation antérieurement adoptée par la Société. La modification de cette convention comptable aura comme incidence une charge de 403 000 \$ aux bénéfices non répartis d'ouverture. Une charge d'environ 500 000 \$ sera appliquée pour l'exercice 2005.

RELATIONS DE COUVERTURE

L'ICCA a publié la note d'orientation 13, « Relations de couverture », qui traite de l'identification, de la documentation, de la désignation et de l'efficacité des relations de couverture, ainsi que de la cessation de la comptabilité de couverture, mais non des méthodes de comptabilité de couverture.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET RÉSERVES COMPTABLES

Pour dresser ses états financiers, la Société doit estimer l'effet des diverses questions qui comportent nécessairement une incertitude à la date d'effet des états financiers. Chacune de ces estimations requises varie en fonction du degré de jugement en cause et de son impact potentiel sur les résultats financiers publiés par la Société. Les estimations sont jugées critiques lorsqu'une estimation différente pourrait raisonnablement être utilisée, ou lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il survienne un changement à ces estimations d'une période à l'autre, et aurait des répercussions importantes sur la situation financière de la Société, ou entraînerait un changement à sa situation financière ou à ses résultats d'exploitation. Les principales conventions comptables de la Société sont analysées à la note 2 des « Notes afférentes aux états financiers consolidés » ; les estimations critiques inhérentes aux conventions comptables sont analysées dans les paragraphes suivants.

ÉVALUATION DES STOCKS

La Société constate une réserve pour tenir compte des meilleures estimations de la direction quant à la valeur de réalisation nette des stocks. La réserve est calculée en tenant compte du vieillissement des stocks et des anticipations actuelles et futures relatives aux produits offerts. Les hypothèses sur lesquelles sont fondées la provision pour la désuétude des stocks englobent les tendances futures en matière de ventes et d'offre de produits. L'estimation par la Société de la réserve au titre de la désuétude des stocks est susceptible de varier sensiblement d'une période à l'autre en raison de la nature changeante de l'offre de produits et de l'acceptation de ces produits par les clients. La direction examine en détail cette réserve afin d'évaluer son caractère adéquat à la lumière de la conjoncture économique.

RÉDUCTION DE VALEUR DES ACTIFS À LONG TERME

La Société évalue périodiquement la valeur de réalisation des actifs à long terme lorsqu'elle reçoit des indications d'une dépréciation éventuelle. Pour réaliser cette analyse, la Société considère les facteurs comme la conjoncture économique actuelle, les tendances et les perspectives pour l'avenir, la valeur marchande actuelle et d'autres facteurs économiques. Si un changement majeur était apporté à l'estimation des flux de trésorerie futurs non actualisés associés à ces actifs, il pourrait s'ensuire une variation importante de leur juste valeur marchande estimative, possiblement une perte de valeur supplémentaire. Une charge de 0,3 M\$ au titre de la perte de valeur a été comptabilisée à l'occasion de l'opération de cession-bail relative aux locaux du siège social de la Société.

ÉVALUATION DES ACTIFS INCORPORELS ET DE L'ÉCART D'ACQUISITION

Les actifs incorporels et l'écart d'acquisition sont établis à la date de l'acquisition puis évalués annuellement par la suite et, au besoin, font l'objet d'une dévaluation en cas de perte de valeur de ceux-ci. Il faut faire preuve d'un grand discernement pour établir ces valeurs, notamment celles relatives aux flux de trésorerie, aux taux d'actualisation et à la durée de vie des actifs. Ces déterminations influenceront sur le montant de la charge d'amortissement devant être comptabilisée pour les périodes ultérieures au titre des actifs incorporels.

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Lorsque la Société projette d'entreprendre la production d'un produit en cours de mise au point qui est clairement défini, a des coûts identifiés, est réalisable sur le plan technique, dont le marché et l'utilisation sont clairement définis et qu'elle prévoit disposer des ressources nécessaires pour en achever le développement, les coûts associés à ce produit sont reportés en proportion de leur récupération au fil des ventes futures. La Société passe régulièrement en revue les estimations et la possibilité de récupérer ses coûts en fonction des lettres d'intention reçues, des conditions du marché et des indications qui lui sont communiquées par les clients. Le total des coûts capitalisés est comparé avec la marge brute future dont sont retranchées les charges de vente et d'administration. L'estimation peut varier d'une période à l'autre en raison des changements survenant au titre des éléments mentionnés ci-dessus. Lorsque la Société établit qu'il n'est plus probable qu'elle puisse récupérer les coûts par le truchement des ventes futures, tous les coûts reportés qui ne sont pas susceptibles d'être récupérés sont imputés en réduction du bénéfice de la période.

PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses pour tenir compte des hypothèses les plus probables de la direction quant aux pertes inhérentes à son portefeuille de débiteurs en date du bilan, même si la plupart de ses débiteurs sont assurés. Ce calcul tient compte des déclarations de faillite et des événements sur la scène économique. La direction est d'avis que la provision pour créances douteuses couvre suffisamment les pertes qui sont anticipées d'après la situation actuelle. Quoi qu'il en soit, si les facteurs susmentionnés, ou encore la santé économique, s'aggravaient sensiblement, ces hypothèses sont susceptibles de changer abondamment.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société comptabilise ses actifs d'impôts futurs surtout au titre des reports de perte prospectifs et des écarts temporaires déductibles. La direction de la Société évalue et analyse la réalisation de ces actifs d'impôts futurs au moins annuellement, à la fin de l'exercice, afin de déterminer s'il y a lieu de constituer une provision ou une réserve. Sur la foi de cette évaluation, elle établit si elle doit réaliser une partie ou la totalité des actifs d'impôts futurs. Les facteurs suivants sont considérés : le bénéfice futur établi d'après les prévisions faites à l'interne, les pertes des années antérieures et leur date d'expiration, l'historique des pertes reportées prospectivement, ainsi que toutes les stratégies raisonnables de planification fiscale.

PROVISION DE RESTRUCTURATION

Lorsque la direction et le conseil d'administration formulent des arguments stratégiques pour quitter ou rationaliser des installations, ils établissent une provision de restructuration estimative. Cette provision comporte les indemnités de départ à verser aux membres du personnel et les frais de résiliation du contrat de location-exploitation, ainsi que toute perte de valeur des actifs, qui sont comptabilisés au moment où la décision est prise. Au 30 avril 2004, la provision de restructuration comptabilisée n'était pas considérable.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2004

(montants en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le 30 avril	
	2004 \$	2003 \$
Ventes		
Télécommunications	18 458	15 283
Télécommunications par satellite	5 462	4 235
Total	23 920	19 518
Bénéfice brut	4 697	7 489
R et D	1 911	792
Charges de vente et d'administration	3 353	3 394
Intérêts débiteurs, montant net	24	640
Amortissement	1 578	1 503
Perte nette découlant des activités poursuivies	(1,146)	(2,267)
Perte nette découlant des activités abandonnées	(548)	(1 511)
Perte nette	(1 694)	(3 778)
BAlIA provenant des activités poursuivies	770	497

La perte nette du quatrième trimestre a été de 1,7 M\$, ou 0,03 \$ par action, comparativement à 3,8 M\$, ou 0,09 \$ par action au cours de l'exercice 2003. Cette diminution de 2,1 M\$ au titre de la perte nette est imputable à la réduction de la perte de 1,1 M\$ découlant des activités poursuivies et à une réduction de 1,0 M\$ de la perte découlant des activités abandonnées. Cette amélioration témoigne des avantages procurés par les démarches de restructuration entreprises au début de l'exercice 2003.

La perte nette découlant des activités poursuivies pour le quatrième trimestre s'est établie à 1,1 M\$, ou 0,02 \$ par action, au regard de 2,3 M\$, ou 0,05 \$ par action pour l'exercice 2003. Il s'agit d'une baisse principalement imputable à une augmentation des ventes.

Les ventes de Mitec pour le quatrième trimestre ont atteint 23,9 M\$, en hausse de 23 % par rapport aux 19,5 M\$ constatés durant le quatrième trimestre de l'exercice 2003. La vigueur des ventes du secteur des télécommunications en Europe et les solides produits dégagés dans le domaine des microstations terriennes sont responsables de cette croissance.

Le bénéfice brut du quatrième trimestre s'est chiffré à 4,7 M\$ en comparaison de 7,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit un recul tenant surtout à un gain non récurrent constaté pour l'exercice 2003, notamment à un règlement auprès de Com Dev d'un montant de 1,0 M\$. En outre, la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain a poussé les marges brutes à la baisse.

Les charges d'exploitation (R & D et charges de vente et d'administration) du quatrième trimestre se sont chiffrées à 5,3 M\$ contre 4,2 M\$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2003. Cette hausse provient du règlement d'une réclamation en matière d'environnement et du versement d'indemnités de départ. Par ailleurs, l'augmentation de l'effectif affecté à la R et D qui résulte de l'acquisition de Wavesat a contribué à l'accroissement des charges d'exploitation.

Le BAIIA tiré des activités poursuivies a été de 0,8 M\$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2004 par rapport à 0,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice 2003, et marquait la réalisation d'un BAIIA positif tiré des activités poursuivies pour un cinquième trimestre consécutif.

PERSPECTIVE POUR L'EXERCICE 2005

Mitec se consacrera en priorité à la croissance et à l'innovation technologique. La formation d'associations avec des partenaires stratégiques pourrait constituer un volet important de cette stratégie. Mitec envisage l'expansion de sa clientèle et la réduction de ses coûts. Mitec continuera à fournir des solutions novatrices à ses clients.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

La présente Analyse a été préparée en date du 31 août 2004. Les renseignements à jour au sujet de Mitec, notamment sa notice annuelle, peuvent être obtenus sur le site Web SEDAR au www.sedar.com.

Au 31 août 2004, il y avait au total 72 172 454 actions ordinaires émises et en circulation.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS ET DES AUTRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Les états financiers consolidés joints aux présentes, qui ont été dressés conformément aux principes comptables généralement acceptés au Canada, de même que les autres informations financières fournies dans le rapport annuel, lesquelles sont en concordance avec les états financiers, sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés comportent certains montants qui sont fondés sur les estimations et jugements de la direction et qui, à son avis, présentent fidèlement la situation financière de la Société ainsi que les résultats de son exploitation et des flux de trésorerie. Les procédés et les systèmes de contrôle mis en place par la Société visent à fournir une certitude raisonnable quant à la fiabilité de ses registres comptables et à la protection convenable de ses biens.

Le comité de vérification, composé uniquement d'administrateurs externes, est chargé d'examiner les états financiers consolidés et le rapport annuel et d'en recommander l'approbation au conseil d'administration. Afin de s'acquitter de ses responsabilités, le comité de vérification doit rencontrer la direction et les vérificateurs externes pour discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, des principales conventions comptables, d'autres questions financières ainsi que des résultats de la vérification effectuée par les vérificateurs externes.

Ces états financiers consolidés ont été vérifiés par le cabinet de comptables agréés externes Ernst & Young s.r.l. et leur rapport est joint aux présentes.



Rajiv Pancholy
Président et chef de la direction



Keith Findlay
Vice-président exécutif, Finances
et chef des Services financiers

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AUX ACTIONNAIRES DE MITEC TELECOM INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Mitec Telecom Inc. aux 30 avril 2004 et 2003 et les états consolidés des résultats, du déficit et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 avril 2004 et 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Montréal, Canada
le 30 juin 2004

Comptables Agréés

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 30 avril [en milliers de dollars canadiens]

	2004 \$	2003 \$ [retraité - note 3]
ACTIF [notes 12 and 13]		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	5 255	1 696
Placements à court terme	13 000	—
Comptes clients	22 550	13 070
Autres débiteurs [note 7]	2 521	2 889
Impôts sur les bénéfices recouvrables	1 019	295
Stocks [note 8]	12 718	10 564
Charges payées d'avance et autres charges	2 081	743
Actifs d'impôts futurs [note 17]	88	159
Actif à court terme lié aux activités abandonnées [note 3]	94	11 848
Total de l'actif à court terme	59 326	41 264
Immobilisations corporelles [note 9]	13 617	22 409
Actifs d'impôts futurs [note 17]	220	521
Actifs incorporels [note 10]	8 997	8 981
Charges reportées [note 11]	4 149	850
Effet à recevoir	291	—
Écart d'acquisition	44	44
Actif à long terme lié aux activités abandonnées [note 3]	5 531	8 597
	92 175	82 666
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Dette bancaire [note 12]	—	10 037
Créditeurs et charges à payer	18 535	16 334
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an [note 13]	673	6 023
Tranche des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins d'un an [note 14]	505	1 181
Passif à court terme lié aux activités abandonnées [note 3]	298	19 617
Total du passif à court terme	20 011	53 192
Dette à long terme [note 13]	2 618	1 228
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition [note 14]	27	525
Passif à long terme lié aux activités abandonnées [note 3]	4 654	27
	27 310	54 972
Capitaux propres		
Actions ordinaires [note 16]	112 860	70 679
Bons de souscription [note 16]	4 332	5 223
Surplus d'apport	1 531	—
Déficit	(53 176)	(46 174)
Gain ou perte de change cumulatif	(682)	(2 034)
Total des capitaux propres	64 865	27 694
	92 175	82 666

Engagements et éventualités [note 19]
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.
Au nom du conseil d'administration,



Charles Spector
Administrateur



Hubert R. Marleau
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 30 avril

[en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et le nombre d'actions]

	2004 \$	2003 \$ [retraité - note 3]
Chiffre d'affaires	84 324	68 216
Coût des produits vendus [notes 9 et 11]	66 860	53 418
Bénéfice brut	17 464	14 798
Charges		
Charges de vente et d'administration [notes 9 et 11]	11 513	12 341
Frais de recherche et de développement [note 9]	6 744	8 185
Amortissement des actifs incorporels [note 10]	2 203	2 145
Charges financières [note 23]	1 830	4 154
Intérêts créditeurs	(155)	—
Dépréciation de l'immeuble [note 11]	312	—
Autres charges [note 18]	155	3 531
	22 602	30 356
Perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et amortissement et baisse de valeur de l'écart d'acquisition	(5 138)	(15 558)
Charge d'impôts sur les bénéfices [note 17]	342	250
Perte découlant des activités poursuivies avant amortissement et baisse de valeur de l'écart d'acquisition	(5 480)	(15 808)
Amortissement et baisse de valeur de l'écart d'acquisition	—	109
Perte découlant des activités poursuivies	(5 480)	(15 917)
Perte découlant des activités abandonnées [note 3]	(1 522)	(4 300)
Perte nette de l'exercice	(7 002)	(20 217)
Résultat de base et dilué par action ordinaire découlant des activités poursuivies [note 16]	(0,10)	(0,56)
Résultat de base et dilué par action ordinaire découlant des activités abandonnées	(0,03)	(0,15)
Résultat de base et dilué par action ordinaire	(0,13)	(0,71)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	53 821 059	28 456 741
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.		

ÉTATS CONSOLIDÉS DU DÉFICIT

Exercices terminés les 30 avril

[en milliers de dollars canadiens]

	2004 \$	2003 \$
Bénéfices non répartis (déficit) au début de l'exercice	(46 174)	(19 934)
Rajustement transitoire de l'écart d'acquisition [note 24]	—	(5 161)
Nouveau prix des bons de souscription [note 16]	—	(862)
Perte nette de l'exercice	(7 002)	(20 217)
Déficit à la fin de l'exercice	(53 176)	(46 174)
Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.		

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 30 avril
[en milliers de dollars canadiens]

	2004 \$	2003 \$ [retraité - voir note 3]
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte découlant des activités poursuivies	(5 480)	(15 917)
Ajout des éléments ne touchant pas les liquidités		
Amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels, des charges reportées, de l'écart d'acquisition, et baisse de valeur de l'écart d'acquisition [notes 9, 10 et 11]	5 730	5 806
Perte à la cession et à la baisse de valeur d'immobilisations corporelles [notes 11 et 18]	365	463
Impôts sur les bénéfices futurs	372	204
Divers	—	650
	987	(8 794)
Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités poursuivies [note 21]	(9 026)	8 322
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(8 039)	(472)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(1 336)	(687)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	3 354	48
Produit de la vente d'une filiale, déduction faite de l'encaisse cédée	154	—
Diminution du gain ou de la perte de change cumulatif à la vente d'une filiale	(915)	—
Acquisition d'une entreprise [note 4]	(772)	—
Augmentation des charges reportées	(649)	(515)
Acquisitions de placements à court terme	(13 000)	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(13 164)	(1 154)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette bancaire [note 12]	13 016	446
Remboursement de la dette bancaire [note 12]	(23 039)	(1 916)
Augmentation de la dette à long terme [note 13]	2 083	2 650
Remboursement de la dette à long terme [note 13]	(8 357)	(1 290)
Diminution des obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	(1 208)	(1 141)
Émission d'unités, d'actions ordinaires et de bons de souscription [note 16]	42 380	5 171
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	24 875	3 920
Incidence des fluctuations des taux de change sur l'encaisse	135	15
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces découlant des activités poursuivies	3 807	2 309
Espèces et quasi-espèces affectées aux activités abandonnées [note 3]	(248)	(2 902)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	1 696	2 289
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	5 255	1 696

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 avril 2004 et 2003

[Tous les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les montants portant sur les actions, à moins d'indication contraire.]

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET MODE DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

La Société, qui est un fournisseur de matériel de communication basé sur les connaissances exerçant ses activités sur les marchés mondiaux des communications sans fil et des télécommunications par satellites, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Au cours des trois derniers exercices, la Société a connu des pertes et a financé ses besoins au chapitre du capital et de l'exploitation par l'émission de titres d'emprunt et de capitaux propres. La capacité de générer des fonds suffisants pour les activités d'exploitation et la croissance futures dépend de divers facteurs, notamment la conjoncture du marché financier, la viabilité continue des clients importants de la Société et le retour à des activités d'exploitation rentables.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les présents états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, dont les plus importants sont décrits ci-après :

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales détenues directement et indirectement, à l'exception de Beve qui a été reclassée comme activité abandonnée [note 3]. Tous les principaux comptes et opérations intersociétés ont été éliminés au moment de la consolidation.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés des actifs et passifs, la présentation des actifs et passifs éventuels aux dates des états financiers consolidés et les montants constatés des produits et charges au cours des périodes de présentation de l'information financière. Les montants présentés et les notes afférentes sont établis à partir des meilleures estimations de la direction, d'après les hypothèses qui représentent les conditions économiques les plus probables et le plan d'action prévu. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers consolidés et les écarts pourraient être importants.

AIDE GOUVERNEMENTALE ET CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société s'est conformée, et qu'elle continuera de se conformer, à toutes les conditions nécessaires pour obtenir l'aide en question.

La Société engage des frais de recherche et de développement qui sont admissibles aux crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement enregistrés sont établis en fonction des estimations de la direction à l'égard des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à une vérification par les autorités fiscales.

L'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement pour les frais de recherche scientifique et de développement expérimental, est portée en diminution du coût des actifs ou des charges connexes.

ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont les dates d'échéance sont de 90 jours ou moins à la date d'acquisition.

PLACEMENTS À COURT TERME

Les placements à court terme sont comptabilisés au coût ou à la juste valeur marchande établie par portefeuille si elle est inférieure.

STOCKS

Les matières premières et les composantes acquises sont établies au coût déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti ou au coût de remplacement s'il est inférieur. Les produits en cours et les produits finis sont constatés au coût déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti ou à la valeur de réalisation nette si elle est inférieure.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des subventions gouvernementales applicables. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et taux suivants :

	Méthode	Durée ou taux
Bâtiments	Amortissement linéaire	20 à 40 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif	10 % à 20 %
Améliorations locatives	Amortissement linéaire	Durée du bail plus un renouvellement
Mobilier et agencements	Amortissement dégressif	20 %
Outils et matrices	Amortissement linéaire	5 ans
Matériel informatique	Amortissement dégressif	30 %
Automobiles	Amortissement dégressif	25 % à 30 %
Matériel et outillage en vertu de contrats de location-acquisition	Amortissement dégressif	10 % à 20 %

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS À LONG TERME

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation de façon périodique et quand des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif risque de ne pas être recouvrable. L'évaluation de la dépréciation consiste en une comparaison entre la valeur comptable de l'actif et les flux de trésorerie non actualisés futurs nets que l'on attend de son utilisation, plus sa valeur résiduelle. Si l'on considère que la valeur des actifs a diminué, la dépréciation à constater est mesurée d'après l'excédent de la valeur comptable des actifs par rapport à leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés.

SORTIE D'ACTIFS À LONG TERME ET ABANDON D'ACTIVITÉS

En date du 1^{er} mai 2003, la Société a adopté de façon prospective le chapitre 3475 du Manuel de l'ICCA, *Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités*, qui exige que les actifs classés comme destinés à la vente soient mesurés à la valeur comptable ou à la juste valeur diminuée des frais de vente si cette dernière valeur est inférieure. Les actifs classés comme destinés à la vente ne peuvent pas être amortis. Les nouvelles normes exigent également que les résultats d'exploitation d'une composante d'une entreprise qui a été sortie, par vente ou par abandon, soient présentés à titre d'activités abandonnées. Une composante d'une entreprise est une unité à laquelle se rattachent des activités et des flux de trésorerie qui peuvent être clairement distingués, sur le plan de l'exploitation et aux fins de présentation de l'information financière, de ceux du reste de l'entreprise.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les coûts de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les dépenses de développement, déduction faite des crédits d'impôt, sont capitalisées et comprises dans les charges reportées quand elles satisfont aux critères de capitalisation applicables selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. L'amortissement des frais de développement reportés commence au moment de la production commerciale et s'étend sur la durée de vie utile prévue du produit, jusqu'à concurrence de 24 mois.

CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location pour lesquels pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété sont transférés à la Société sont comptabilisés comme des contrats de location-acquisition et classés comme des immobilisations et obligations découlant de contrats de location-acquisition. Tous les autres contrats de location sont classés comme des contrats de location-exploitation en vertu desquels les coûts sont passés en charges pendant la période au cours de laquelle ils sont engagés.

ÉCART D'ACQUISITION

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût des entreprises acquises sur la juste valeur des actifs nets identifiables à la date de l'acquisition. L'écart d'acquisition découlant de regroupements d'entreprises n'est plus amorti, mais est plutôt soumis à un test de dépréciation.

L'écart d'acquisition aux 30 avril 2003 et 2004 s'établissait à 44 000 \$, déduction faite de l'amortissement cumulé, des radiations et du rajustement transitoire découlant de la modification de convention comptable totalisant 16 171 000 \$.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont constatés au coût. Ils sont amortis sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants :

	Méthode	Durée ou taux
Logiciels	Amortissement dégressif	30%
Technologie brevetée et marques de commerce	Amortissement linéaire	10 à 17 ans
Liste de clients	Amortissement linéaire	5 ans
Technologie non brevetée	Amortissement linéaire	10 ans

La direction revoit régulièrement la valeur comptable des actifs incorporels et vérifie si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable risque de ne pas être recouvrable. L'évaluation repose sur l'appréciation des changements technologiques, sur l'utilisation prévue par la Société et sur les flux de trésorerie non actualisés estimatifs projetés devant découler des actifs incorporels sous-jacents. Toute dépréciation donne lieu à une baisse de valeur des actifs incorporels et à l'imputation d'une charge pendant l'exercice dans la mesure où la valeur comptable des actifs excède leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés.

CHARGES REPORTÉES

Les charges reportées se composent essentiellement des coûts liés à l'obtention d'emprunts à long terme. Ces coûts sont reportés et amortis sur la durée de l'emprunt correspondant selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En outre, les charges reportées comprennent la tranche à long terme de la perte reportée et la période libre de loyer liée à une opération de cession-bail amortie sur la durée du contrat de location correspondant ainsi que les frais de développement reportés.

CONSTATATION DES PRODUITS D'EXPLOITATION

La Société constate les produits d'exploitation lorsque les produits sont achevés selon les spécifications du client et livrés à celui-ci, et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société suit la méthode du passif fiscal pour comptabiliser ses impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts sur les bénéfices futurs sont déterminés en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs et sont mesurés par application du taux d'imposition pratiquement en vigueur et des lois qui devraient être en vigueur durant les périodes où les actifs et les passifs d'impôts futurs devraient être réalisés ou réglés. Une provision pour moins-value est constituée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne soient pas réalisés.

CONVERSION DE DEVISES

ACTIVITÉS CANADIENNES

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan, sauf si ces montants sont efficacement couverts, auquel cas ils sont constatés au taux couvert. Les produits et les charges sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur, y compris le taux de couverture, le cas échéant, aux dates des opérations correspondantes. Les gains et pertes de change découlant de la conversion des éléments libellés en devises sont inclus dans le calcul du résultat net.

ACTIVITÉS ÉTRANGÈRES

Les actifs et les passifs des filiales étrangères autonomes de la Société sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de la période. Les produits et les charges sont convertis aux taux moyens en vigueur au cours de la période. Le rajustement découlant de la conversion de ces comptes a été reporté et inclus dans les capitaux propres à titre de gain ou perte de change cumulatif. La variation du compte de conversion cumulatif reflète l'effet des fluctuations du taux de change au cours de l'exercice au moment de la conversion des actifs nets des établissements étrangers autonomes.

Les comptes des filiales étrangères intégrées de la Société sont convertis selon la méthode temporelle. Selon cette méthode, les éléments monétaires au bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan et les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change historiques. Les produits et les charges (à l'exception de la dotation aux amortissements, qui est convertie aux mêmes taux que les actifs connexes) sont convertis aux taux en vigueur à la date de l'opération ou aux taux de change moyens de la période. Les gains et les pertes de change sont portés à l'état des résultats.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES [SUITE]

RÉMUNÉRATIONS ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

La Société a un régime incitatif d'options sur actions qui est décrit à la note 16. La Société a choisi de ne constater aucune rémunération lorsque des options sur actions sont attribuées aux salariés et aux administrateurs en vertu des régimes d'options sur actions sans modalités de règlement au comptant. Toutefois, les attributions directes d'actions aux salariés et aux non-salariés et les attributions d'options sur actions consenties aux non-salariés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilisation de la rémunération à base d'actions à la juste valeur. La juste valeur des attributions directes d'actions est déterminée selon le cours du marché de l'action de la Société, alors que la juste valeur des options sur actions attribuées est établie selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. L'information pro forma concernant le résultat net a été établie comme si la Société avait comptabilisé les options sur actions attribuées aux salariés après le 30 avril 2002 selon la méthode de la juste valeur [note 16].

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société conclut des contrats de change afin de réduire ses risques à l'égard de la volatilité des taux de change futurs applicables aux produits d'exploitation prévus en devises. Les gains et les pertes sur les contrats désignés comme couvertures des produits d'exploitation prévus en devises identifiables sont inclus dans les résultats lorsque les opérations complexes faisant l'objet de la couverture sont constatées.

CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières comprennent les intérêts débiteurs sur la dette bancaire et la dette à long terme, les frais et les commissions bancaires, les remises et les gains et les pertes de change.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé au moyen de la méthode du rachat d'actions, donnant effet à l'exercice de tous les facteurs dilutifs. Selon la méthode du rachat d'actions, on présume que tous les produits qui pourraient être obtenus à l'exercice d'options serviraient à acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période.

3. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 8 mai 2003, le conseil d'administration a approuvé un plan de désinvestissement pour la filiale suédoise, Beve Electronics («Beve»), qui comprenait la majeure partie du secteur des hyperfréquences de la Société. Le 29 août 2003, la Société a vendu Beve à la société suédoise Note AB. La vente comprenait des stocks et du matériel d'une valeur comptable d'environ 7,4 millions de dollars et 0,6 million de dollars respectivement, pour un produit estimatif de 6,1 millions de dollars. Le produit de cette vente a directement réduit la dette bancaire de la Société et a également servi à payer les fournisseurs et la rémunération à payer. Si la vente n'a pas porté sur des actifs immobiliers, la Société a toutefois signé des baux à long terme avec Note AB. Par suite de cette décision, les produits d'exploitation et les résultats de Beve ont été comptabilisés à titre d'activités abandonnées dans les états consolidés des résultats et les états financiers présentés antérieurement ont été retraités.

	2004 \$	2003 \$
Chiffre d'affaires	10 579	32 842
Résultats des activités abandonnées	(1 522)	(4 300)
Les actifs et les passifs des activités abandonnées se présentent comme suit :		
	2004 \$	2003 \$
Actif à court terme	94	11 848
Terrain et bâtiment, montant net	5 516	6 479
Matériel, montant net	3	2 106
Impôts sur les bénéfices futurs	12	12
	5 625	20 445
Dette bancaire	—	5 877
Passif à court terme	298	7 456
Dette à long terme	4 654	6 284
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	—	27
	4 952	19 644

3. ACTIVITÉS ABANDONNÉES [SUITE]

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées se composent des rentrées (sorties) de fonds suivantes :

	2004 \$	2003 \$
Activités d'exploitation	(1 921)	225
Activités de financement	9 083	(3 192)
Activités d'investissement	(7 411)	64
Incidence des fluctuations des taux de change sur les liquidités	1	1
Diminution des espèces et quasi-espèces découlant des activités abandonnées	(248)	(2,902)

4. ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

Le 30 septembre 2003, la Société a réalisé l'achat des actifs de SPC et de télécommunications par satellites de Wavesat Wireless Inc. pour 3 433 121 \$. L'entente comprend également un rajustement du prix d'achat en fonction de la valeur des stocks établi le 8 décembre 2003. Les actifs sont composés de stocks, de commandes, de listes de clients et d'immobilisations. En outre, Mitec a pris en charge les contrats de location-acquisition et les charges de personnel liées aux employés transférés. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et ses résultats d'exploitation ont été inclus dans les présents états financiers à compter de la date d'acquisition.

La répartition du prix d'achat est fondée sur les estimations de la direction quant à la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge.

	\$
Stock	915
Immobilisations	775
Actifs incorporels	1 887
Charges de personnel courues	3 577
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	(98)
Actifs nets acquis	3 433
Contrepartie représentée par ce qui suit :	
Encaisse	772
Actions ordinaires émises	200
Effet à payer	2 461
	3 433

Le 2 mars 2004, Mitec a conclu une entente avec Wavesat Wireless Inc. en vue de régler l'effet à payer avant l'échéance et a constaté un gain au règlement de 147 887 \$.

Le nombre d'actions ordinaires à émettre est fondé sur une valeur de 200 000 \$, selon l'entente, divisée par le cours moyen pondéré de 20 jours pour les 20 jours de bourse précédant immédiatement la clôture et représente 188 679 actions ordinaires.

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

[1] ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À COURT TERME

La valeur comptable de ces actifs et passifs est une estimation raisonnable de leur juste valeur, en raison de l'échéance à court terme de ces derniers.

Les actifs financiers à court terme comprennent les espèces et quasi-espèces, les placements à court terme, les comptes clients et les autres débiteurs. Les passifs financiers à court terme incluent la dette bancaire et les créiteurs et charges à payer.

5. INSTRUMENTS FINANCIERS [SUITE]

[II] DETTE À LONG TERME

La valeur comptable de la dette à long terme de la Société se rapproche de sa juste valeur en raison de la composante à intérêts variables.

[III] TAUX D'INTÉRÊT

Le principal risque de la Société à l'égard des fluctuations des taux d'intérêt concerne la dette bancaire et la dette à long terme, qui portent intérêt à des taux variables.

[IV] RESTRICTIONS À L'ÉGARD DU CONTRÔLE DES CHANGES

La filiale chinoise de la Société doit obtenir des approbations gouvernementales si elle veut rapatrier des fonds au pays de la société mère en surcroît des avances ou des achats de la Société et des filiales. Au 30 avril 2004, l'encaisse de la filiale chinoise était inférieure à ces avances et achats.

[V] CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

La valeur comptable des contrats de location-acquisition de la Société se rapproche de leur juste valeur en raison de leurs échéances à court terme.

[VI] TUNNELS DE CHANGE ET CONTRATS DE CHANGE À TERME

Au cours de l'exercice 2004, la Société a conclu 10 contrats de change à terme visant la vente de 1 500 000 \$ US chacun [pour un total de 15 000 000 \$ US] à un taux de change de 1,35, qui viennent à échéance de mars 2004 à décembre 2004.

Au cours de l'exercice 2003, la Société avait conclu des tunnels de change visant la vente de dollars américains à un plancher de 1,58 \$ et un plafond de 1,607 \$ en dollars canadiens. Au total, ces tunnels s'élevaient à 3 000 000 \$ US. Les tunnels sont venus à échéance en mai et en juin 2003. En vertu des modalités des tunnels, la Société assumait le risque de change lié aux produits d'exploitation en dollars américains ou tirait profit de ceux-ci lorsque le dollar canadien se transigeait, par rapport au dollar américain, entre les taux plancher et plafond.

Comme les tunnels de change étaient à l'origine favorables pour la Société, ils ont été admis à titre de couvertures et ont constitué des actifs financiers. La juste valeur des contrats de change à terme aux 30 avril, en cas de règlement, serait comme suit :

	2004 \$	2003 \$
Contrats de change à terme favorables (défavorables)	(291)	81

6. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée à des pertes sur créances en cas de défaut d'une contrepartie aux instruments financiers dérivés. Cependant, elle ne prévoit pas d'inexécution de la part des contreparties étant donné leur cote de crédit élevée.

La Société vend des produits à des clients situés principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie. Elle effectue des évaluations de crédit de ses clients sur une base continue et n'exige en général aucune garantie. Des provisions sont établies en cas de pertes sur créances éventuelles. Il est raisonnablement possible que le montant réel des pertes découlant des comptes clients, le cas échéant, ne corresponde pas aux estimations de la direction.

Les comptes clients étrangers des activités canadiennes sont garantis par Exportation et Développement Canada, et les clients de la Société sont dispersés dans différentes régions géographiques.

Deux clients représentaient 10 % ou plus du chiffre d'affaires de l'exercice terminé le 30 avril 2004 et 10 % ou plus des comptes clients aux 30 avril 2004 et 2003.

Client	Secteur d'activité [note 22]	Chiffre d'affaires		Comptes clients	
		2004 %	2003 %	2004 %	2003 %
		[retraité - voir note 3]		[retraité - voir note 3]	
1	sans fil	47	36	45	32
2	sans fil	27	36	22	27
		74	72	67	59

7. AUTRES DÉBITEURS

	2004 \$	2003 \$ <small>[retraité - voir note 3]</small>
Avances à des employés	248	252
Réclamation à recevoir	—	995
Taxes à la consommation à recevoir	1 764	762
Divers	181	880
Effet à recevoir à la vente d'une filiale	328	—
	2 521	2 889

La Société a versé des avances portant intérêt à certains employés, y compris des membres de la haute direction et des dirigeants de la Société, essentiellement pour l'achat d'actions ordinaires de la Société à 3,29 \$ l'action. Les avances sont remboursables sur une période de deux ans et sont garanties par des billets et par les actions ordinaires achetées par les employés. Les intérêts sont calculés au taux préférentiel. La valeur marchande des actions données en garantie était de 1,71 \$ l'action au 30 avril 2003 [0,31 \$ en 2002].

Le 8 janvier 2003, conformément à la convention d'achat, la Société a présenté une réclamation contre Com Dev en raison des coûts de fabrication additionnels engagés et imputés au coût des produits vendus par suite de conditions existant au moment de l'acquisition de Com Dev. Au 30 avril 2003, les négociations en vue du règlement de cette réclamation étaient pratiquement terminées, et la Société a signé une quittance pour un montant de 995 000 \$ et a reçu le paiement le 6 juin 2003. Ce montant a été porté en diminution du coût des produits vendus de l'exercice terminé le 30 avril 2003.

8. STOCKS

	2004 \$	2003 \$ <small>[retraité - voir note 3]</small>
Matières premières et composantes acquises	9 236	7 290
Produits en cours	1 940	2 050
Produits finis	1 542	1 224
	12 718	10 564

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
2004			
Matériel et outillage	19 711	10 892	8 819
Terrain et bâtiments	795	193	602
Améliorations locatives	1 939	1 563	376
Mobilier et agencements	2 591	1 721	870
Outils et matrices	1 433	511	922
Matériel informatique	2 591	2 404	187
Automobiles	150	84	66
	29 210	17 368	11 842
Matériel et outillage en vertu d'un contrat de location-acquisition	2 996	1 221	1 775
	32 206	18 589	13 617

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES [SUITE]

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
2003			
Terrain	1 082	—	1 082
Matériel et outillage	19 225	10 049	9 176
Bâtiments	7 817	803	7 014
Améliorations locatives	1 743	1 426	317
Mobilier et agencements	2 705	1 661	1 044
Outils et matrices	1 189	452	737
Matériel informatique	2 536	2 189	347
Automobiles	114	83	31
	36 411	16 663	19 748
Matériel et outillage en vertu d'un contrat de location-acquisition	3 483	822	2 661
	39 894	17 485	22 409

L'amortissement des actifs détenus en vertu de contrats de location-acquisition acquis pendant l'exercice a été de néant [1 137 000 \$ en 2003].

Le 14 octobre 2003, la Société a conclu une opération de cession-bail à l'égard de son siège social [note 11].

10. ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels aux 30 avril étaient les suivants :

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
2004			
Logiciels	4 496	2 924	1 572
Technologie brevetée et marques de commerce	3 079	676	2 403
Technologie non brevetée	780	176	604
Liste de clients	6 887	2 469	4 418
	15 242	6 245	8 997
2003			
Logiciels	4 170	2 318	1 852
Technologie brevetée et marques de commerce	3 066	369	2 697
Technologie non brevetée	780	98	682
Liste de clients	5 000	1 250	3 750
	13 016	4 035	8 981

11. CHARGES REPORTÉES

Les charges reportées aux 30 avril étaient comme suit :

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
2004			
Charges de financement reportées	642	178	464
Perte à la vente et à la cession-bail reportée	796	116	680
Loyer à la vente et à la cession-bail reporté	2 272	332	1 940
Coûts de développement reportés	1 065	—	1 065
	4 775	626	4 149
2003			
Charges de financement reportées	453	68	385
Coûts de développement reportés	465	—	465
	918	68	850

Le 14 octobre 2003, la Société a conclu une opération de cession-bail de son siège social avec une caisse de retraite. Le produit, estimé à 5 905 000 \$ comprenait 3 300 000 \$, moins des coûts de cession de 235 000 \$, et un congé de loyer de cinq ans ayant une valeur estimative de 2 840 000 \$. Le produit s'établissait à 1 306 000 \$ sous la valeur comptable de l'immeuble. Une charge pour dépréciation de 312 000 \$ a été imputée au cours de l'exercice écoulé afin de refléter l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur de l'immobilisation. La perte restante sera amortie sur la durée du contrat de location. La tranche à court terme de la perte reportée et la valeur actualisée du congé de loyer ont été comptabilisées dans les charges payées d'avance et autres charges.

12. DETTE BANCAIRE

Entreprise	Crédit disponible \$	Crédit utilisé \$	Taux d'intérêt \$
Au 30 avril 2004			
[a] Mitec Telecom Inc.	10 500	—	Taux préf. + 3,75%
[b] Mitec Telecom (Suzhou)	1 656	—	5,04%
	12 156	—	
Au 30 avril 2003			
[a] Mitec Telecom Inc.	10 500	9 430	Taux préf. + 6%
[c] Mitec Europe	459	432	6,5%
[d] Gigatec AB	—	175	8,4%
	10 959	10 037	

Au 30 avril 2004, la Société ne respectait pas certaines clauses restrictives financières en vertu de sa facilité de crédit canadienne. Bien que la Société n'ait prélevé aucun montant sur sa facilité au 30 avril 2004, sa capacité d'utiliser cette facilité dans l'avenir dépend du respect de ces clauses restrictives par la Société.

[a] Outre la ligne de crédit, le 17 décembre 2003, Mitec Telecom a obtenu une facilité de contrat de change assorti d'un risque maximal de 2 000 000 \$ US. La ligne de crédit comporte également des droits d'usage annuels de 1,25%. Le taux d'intérêt sur la ligne de crédit peut être réduit au taux préférentiel majoré de 2,5% et les droits d'usage, à 0,75%, si certaines mesures du rendement sont atteintes.

Le 19 décembre 2002, la facilité de crédit canadienne avait été modifiée de façon à augmenter le taux d'intérêt sur le prêt d'exploitation au taux préférentiel majoré de 6%. De plus, l'emprunt à terme renouvelable avait été limité à 3 400 000 \$, et la facilité de contrat de change avait été annulée. L'application de certaines clauses restrictives financières avait été suspendue jusqu'au 31 octobre 2003, et l'institution financière s'était engagée à fournir une facilité de prêt spécial à la clôture d'un accord de financement avec La Financière du Québec [note 13].

12. DETTE BANCAIRE [SUITE]

La garantie donnée par la Société dans le cadre de ces facilités canadiennes consiste en ce qui suit :

- [i] une hypothèque de premier rang de 25 000 000 \$ sur des biens meubles, qui sont des actifs à la fois corporels et incorporels ;
- [ii] une hypothèque de premier rang de 500 000 \$ sur certains biens immeubles dont la valeur comptable nette est de 602 000 \$;
- [iii] une hypothèque de premier rang de 13 000 000 \$ sur des placements à court terme qui a été accordée après la date du bilan.

Au 30 avril 2003, la facilité de crédit de Mitec Telecom Inc., était assortie de clauses financières restrictives dont trois n'étaient pas respectées par la Société. Le 18 juillet 2003, une renonciation a été reçue à l'égard de ces manquements.

- [b] La facilité de crédit de Mitec Telecom (Suzhou) Co. Ltd. peut être augmentée de 3 312 000 \$ (20 000 000 CNY) et est garantie par des débiteurs.
- [c] La facilité de crédit de Mitec Telecom Limited était garantie par des stocks et des débiteurs de Mitec Telecom Limited. Au 30 avril 2003, 432 000 \$ avaient été prélevés (188 000 £) et un crédit de 459 000 \$ (200 000 £) était disponible.
- [d] La facilité de crédit de Gigatec AB a été annulée au cours de l'exercice 2003, et le solde de 175 000 \$ (995 000 SEK) a été remboursé pendant l'exercice écoulé.

13. DETTE À LONG TERME

	2004 \$	2003 \$ <small>[retraité - voir note 3]</small>
[i] Emprunt à terme auprès de Clarica, compagnie d'assurance sur la vie [«Clarica»], de 5 000 000 \$, portant intérêt à 8,35 % (8,35 % en 2003) et échéant en 2012, avec des remboursements mensuels de capital de 34 722 \$ plus les intérêts, classé à titre de passif à court terme au cours de l'exercice 2003.	—	2 965
[ii] Emprunt à terme renouvelable auprès d'une banque canadienne, portant intérêt au taux préférentiel du Canada majoré de 6%. L'emprunt a été diminué de 181 590 \$ par trimestre jusqu'au 31 janvier 2004 et de 276 286 \$ par trimestre les huit trimestres suivants et le capital a été entièrement remboursé par un paiement forfaitaire de 281 762 \$ trois mois après le dernier versement. L'emprunt était garanti de la manière décrite à la note 12 a) et avait été classé à titre de passif à court terme au cours de l'exercice 2003.	—	3 036
[iii] Emprunt à terme auprès de La Financière du Québec, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 3½%, remboursable en 60 versements mensuels de 62 500 \$ commençant 12 mois après le décaissement des fonds, en mars 2003.	2 458	1 250
[iv] Emprunt à terme auprès d'une banque canadienne au taux préférentiel majoré de 2½%, garanti par La Financière, remboursable en 48 versements mensuels consécutifs égaux à compter de juin 2004.	833	—
	3 291	7 251
Moins : la tranche échéant à moins d'un an	673	6 023
	2 618	1 228

Le 6 février 2003, la Société a accepté une lettre d'offre à l'égard d'un prêt subordonné de 3 750 000 \$ de La Financière du Québec («La Financière») qui devait être versé en trois tranches égales. La Société a reçu la première tranche au cours de l'exercice 2003 et la deuxième tranche au cours de l'exercice 2004. Le 28 janvier 2004, la Société a annulé la troisième tranche. La Société avait également accordé au prêteur 2 419 355 bons de souscription visant l'achat d'actions à 0,31 \$ l'action sur une période de cinq ans dans l'éventualité où le prêt aurait été entièrement utilisé. En raison de l'annulation de la troisième tranche du prêt, La Financière ne s'est vu émettre que 1 612 903 bons de souscription en vertu de cette convention de prêt [note 16].

Par ailleurs, La Financière a fourni une garantie de prêt de 1 250 000 \$ pour la facilité de prêt spécial d'une banque canadienne. Cette garantie est assortie d'une commission de 1 %, et la Société a fourni au répondant 322 581 bons de souscription visant l'achat d'actions ordinaires sur une période de cinq ans, à 0,31 \$ l'action. Si moins de 50 % du prêt spécial est utilisé, La Financière a droit à 50 % des bons de souscription émis. Si entre 50 % et 75 % du prêt spécial est utilisé, le nombre des bons de souscription sera établi proportionnellement de la même façon. Si plus de 75 % du prêt est utilisé, La Financière a droit à 100 % des bons de souscription.

La convention de prêt avec La Financière contient certaines clauses restrictives financières et autres. Au 30 avril 2003, l'une de ces clauses restrictives n'était pas respectée. Le 23 juillet 2003, La Financière a convenu de tolérer le non-respect de cette clause restrictive.

13. DETTE À LONG TERME [SUITE]

Les remboursements annuels de capital requis pour chacun des cinq prochains exercices seraient comme suit :

	\$
2005	674
2006	708
2007	708
2008	708
Par la suite	493

14. OBLIGATIONS DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Le tableau suivant présente les paiements de location minimums futurs à verser en vertu d'un contrat de location-acquisition :

	\$
2005	519
2006	28
	547
Moins : les intérêts théoriques dont le taux varie entre 6,25 % et 9,40 %	15
	532
Moins : la tranche échéant à moins d'un an	505
	27

15. SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

La Société a reçu des subventions de 344 000 \$ (150 000 £) pour certains loyers et salaires payés au Royaume-Uni au cours de l'exercice 2003, lesquels ont été portés en diminution des charges. Les subventions sont remboursables sous certaines conditions. La Société est d'avis qu'elle continuera de satisfaire aux conditions requises.

16. CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries et dont les modalités peuvent être déterminées par le conseil d'administration.

Nombre illimité d'actions ordinaires.

Actions ordinaires émises et en circulation

	2004		2003	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au début de l'exercice	43 192 154	70 679	23 971 998	66 142
Variations au cours de l'exercice :				
Régime d'achat d'actions à l'intention des employés	144 812	36	39 753	88
Émission d'actions à l'acquisition d'une entreprise [note 4]	188 679	200	—	—
Émises à l'exercice d'options sur actions	171 760	129	600	1
Émises à l'exercice de bons de souscription	7 537 743	5 201	—	—
Émises au comptant [déduction faite des frais d'émission de 2 627 \$ [923 \$ en 2003]	19 627 766	36 615	19 179 803	4 448
Solde à la fin de l'exercice	70 862 914	112 860	43 192 154	70 679

Le 10 février 2004, la Société a émis 10 909 091 actions au prix de 2,75 \$ l'action ordinaire pour un produit brut d'environ 30 millions de dollars. Le 8 mars, les preneurs fermes ont aussi exercé l'option pour attributions excédentaires pour acquérir 746 264 actions ordinaires additionnelles au prix de 2,75 \$ l'action. Les frais totaux d'émission ont été de 2 100 043 \$.

16. CAPITAL SOCIAL [SUITE]

Le 9 octobre 2003, la Société a émis 7 972 411 unités dans le cadre d'un placement privé au prix de 1,10 \$ l'unité. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action. Chaque bon entier donne le droit à son porteur d'acquérir une action ordinaire additionnelle de la Société au prix de 1,65 \$ au plus tard le 9 octobre 2005. Le produit brut global mobilisé dans le cadre du placement s'est élevé à 8 769 652 \$ et a été réduit des frais d'émission qui se sont établis à 644 326 \$. Les 3 986 205 bons de souscription ont été évalués à 1 463 000 \$, déduction faite des frais d'émission de 116 059 \$, selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, lequel supposait une durée de vie prévue de deux ans, une volatilité de 124 %, un taux d'intérêt sans risque de 3 % et aucun rendement boursier, rajusté pour tenir compte de la liquidité restreinte des bons de souscription. Le solde a été affecté aux actions ordinaires.

Le 4 février 2003, la Société a émis 19 179 803 unités dans le cadre d'un placement privé et d'un appel public à l'épargne. Chaque unité se compose d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription d'action. Chaque bon entier donne le droit à son porteur d'acquérir une action ordinaire additionnelle de la Société au prix de 0,45 \$ au plus tard le 4 février 2005. Le produit brut global mobilisé dans le cadre de ces deux placements s'est élevé à 6 137 537 \$ et a été réduit des frais d'émission de 1 054 832 \$. Les 9 589 902 bons de souscription ont été évalués à 635 538 \$, déduction faite des frais d'émission de 131 854 \$, selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, lequel supposait une durée de vie prévue de deux ans, une volatilité de 69 %, un taux d'intérêt sans risque de 3,2 % et aucun rendement boursier, rajusté pour tenir compte de la liquidité restreinte des bons de souscription. Le solde a été affecté aux actions ordinaires.

Bons de souscription

	2004		2003	
	Nombre de bons	Montant \$	Nombre de bons	Montant \$
Solde au début de l'exercice	14 758 615	5 223	3 959 035	3 532
Nouveau prix des bons de souscription	—	—	—	862
Émis au comptant [déduction faite de frais d'émission de 116 \$ [132 \$ en 2003]	3 986 205	1 463	9 589 902	635
Émis en vertu d'une convention de prêt	618 279	241	1 209 678	194
Exercés	(7 537 743)	(1 064)	—	—
Échus	(1 423 000)	(1 531)	—	—
Solde à la fin de l'exercice	10 402 356	4 332	14 758 615	5 223

Le 30 mai 2002, la Société a modifié les modalités rattachées aux bons de souscription émis le 30 janvier 2002. Les modalités ont été modifiées de manière à réduire le prix d'exercice, de 5,04 \$ à 4,25 \$ par action ordinaire, et à prolonger le délai pendant lequel les bons de souscription d'actions ordinaires pouvaient être exercés, jusqu'au 30 juillet 2004.

Ce nouveau prix a ajouté 862 000 \$ à la valeur comptable des bons de souscription. Le modèle revu d'évaluation des options de Black et Scholes supposait une durée de vie prévue de 26 mois, une volatilité de 68 %, un taux d'intérêt sans risque de 4,17 % et aucun rendement boursier, rajusté pour tenir compte de la liquidité restreinte des bons de souscription.

Les bons de souscription émis à La Financière pour le prêt et la garantie pour le prêt spécial ont été évalués au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, selon les hypothèses suivantes :

	2004		2003
	Garantie pour le prêt spécial	La Financière deuxième tranche	La Financière première tranche
Volatilité	81%	81%	74%
Taux d'intérêt sans risque	4.0%	3.8%	4.5%
Rendement de l'action	0%	0%	0%
Durée prévue (années)	5	5	5

16. CAPITAL SOCIAL [SUITE]

Les bons de souscription en circulation au 30 avril 2004 étaient comme suit :

Prix d'exercice	Date d'expiration	Nombre de bons de souscription
0,45	4 février 2005	4 714 189
1,65	9 octobre 2005	3 152 133
4,25	30 juillet 2004	2 536 034
		10 402 356

RÉSULTAT PAR ACTION

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est comme suit :

	2004 Nombre	2003 Nombre
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	53 821 059	28 456 741
Effet net des options sur actions et bons de souscription dilutifs	8 777 980	4 809 241
Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	62 599 039	33 265 982

Pour les exercices 2004 et 2003, l'effet sur la perte par action ordinaire des options sur actions et des bons de souscription pouvant être exercés a été antidilutif; c'est pourquoi la perte de base et la perte diluée par action sont égales.

RÉGIME D'ACHAT D' ACTIONS À L'INTENTION DES EMPLOYÉS

Un régime d'achat d'actions à l'intention des employés créé le 1^{er} mai 1998 a été annulé pendant l'exercice 2004, si bien qu'aucune action n'était disponible en vertu de ce régime [213 800 en 2003]. Ce régime permettait aux employés d'acheter des actions de la Société au cours des actions au moment de leur achat. Pour chaque tranche de quatre actions achetées par un employé, la Société contribuait une action. Au cours de 2004, la Société a émis 144 812 actions ordinaires [39 753 en 2003] pour un produit de 36 000 \$ [88 000 \$ en 2003] dans le cadre du régime d'achat d'actions à l'intention des employés.

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS

La Société a un régime d'options sur actions [le «régime»] à l'intention d'employés clés, d'administrateurs et des dirigeants de la Société, en vertu duquel il est possible d'acheter un nombre maximal de 4 500 000 actions ordinaires. Le nombre d'actions ordinaires attribuées à un bénéficiaire et la période d'acquisition sont déterminés à la discrétion du conseil d'administration, cette dernière étant habituellement d'au plus cinq ans.

Le prix d'exercice de toute option attribuée en vertu du régime est fixé par le conseil d'administration au moment de l'attribution, d'après le cours de clôture de l'action ordinaire. La durée d'une option ne peut dépasser dix ans à partir de la date d'attribution. Les options ne sont pas cessibles et peuvent seulement être exercées si le bénéficiaire est un employé, un administrateur ou un dirigeant de la Société.

Les changements apportés au nombre d'options sur actions attribuées par la Société et à leur prix d'exercice moyen pondéré sont comme suit :

	2004		2003	
	Nombre	\$	Nombre	\$
Solde au début de l'exercice	1 403 900	2,91	1 192 950	4,84
Attribuées	1 919 000	0,93	686 600	0,61
Exercées	(171 760)	(0,75)	(600)	(2,10)
Frappées d'extinction	(301 340)	(3,45)	(475 050)	(4,22)
Solde à la fin de l'exercice	2 849 800	1,65	1 403 900	2,91
Options exerçables à la fin de l'exercice	993 050	2,93	715 060	4,58

16. CAPITAL SOCIAL [SUITE]

Les informations supplémentaires sur les options sur actions en cours au 30 avril 2004 sont comme suit :

Prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre moyen pondéré d'années avant l'échéance	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
0,31 \$ à 0,82 \$	1 472 700	0,38	8,8	432 480	0,42
1,68 \$ à 2,10 \$	914 850	1,71	9,3	116 920	1,87
2,83 \$ à 3,90 \$	76 500	3,56	7,4	57 900	3,53
4,25 \$ à 4,90 \$	100 300	4,59	6,2	100 300	4,59
5,00 \$ à 6,50 \$	242 450	6,21	3,6	242 450	6,21
6,70 \$ à 9,50 \$	43 000	7,80	3,5	43 000	7,80
	2 849 800	1,65	8,3	993 050	2,93

INFORMATION PRO FORMA

L'information pro forma sur le résultat net et le résultat de base par action est obligatoire et a été établie comme si la Société avait comptabilisé les options sur actions attribuées à ses employés à compter du 1^{er} mai 2002 selon la méthode de la juste valeur. La juste valeur de ces options a été estimée à la date de l'attribution au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2004	2003
Hypothèses moyennes pondérées de Black et Scholes		
Volatilité	77%	72%
Taux d'intérêt sans risque	4.1%	5.1%
Rendement de l'action	0%	0%
Durée prévue (années)	10	10
L'incidence de ces hypothèses sur le résultat net de la Société serait la suivante :		
Résultat net, comme présenté	(7,002)	(20,217)
Rémunération à base d'actions pro forma	(359)	(44)
Résultat net pro forma	(7,361)	(20,261)
Résultat de base et dilué par action	(0.13)	(0.71)
Rémunération à base d'actions pro forma	(0.01)	(0.00)
Résultat de base et dilué par action pro forma	(0.14)	(0.71)

17. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

[a] Les principales composantes de la charge (du recouvrement) d'impôts sur les bénéfices consistent en ce qui suit :

	2004 \$	2003 \$
Charge d'impôts sur les bénéfices exigible avant ce qui suit :	970	50
Économie d'impôts liée aux pertes non constatées antérieurement et aux écarts temporaires	970	—
Charge d'impôts sur les bénéfices exigibles	—	50
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices futurs avant les éléments suivants :	—	247
Économie d'impôts liée aux pertes non constatées antérieurement et aux écarts temporaires	—	(47)
Réduction de valeur d'actifs d'impôts reportés	342	—
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices futurs	342	200
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	342	250

17. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT [SUITE]

[b] La charge (le recouvrement) d'impôts sur les bénéfices présentée diffère du montant calculé par l'application des taux d'imposition canadiens au bénéfice avant impôts sur les bénéfices. Les facteurs inhérents à ces écarts et l'incidence fiscale connexe sont comme suit :

	2004 \$	2003 \$ [retraité - voir note 3]
Perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et amortissement et baisse de valeur de l'écart d'acquisition	(5 138)	(15 558)
Taux d'imposition canadien prévu par la loi	32,50 %	34,50 %
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices prévu(e)	(1 670)	(5 368)
Rajustements :		
Incidence fiscale de l'amortissement des actifs incorporels non déductible	105	341
Incidence des taux d'imposition étrangers	908	386
Crédits d'impôt et autres montants non imposables au Québec	(52)	(40)
Économie d'impôts liée aux pertes non constatées antérieurement et aux écarts temporaires	(970)	(47)
Réduction de valeur d'actifs d'impôts reportés	342	—
Économie d'impôts non constatée découlant de pertes et d'écarts temporaires	1 552	4 438
Incidence fiscale du crédit d'impôt pour fabrication et transformation	99	356
Impôt des grandes sociétés et autres	28	184
Charge d'impôts sur les bénéfices	342	250

[c] L'incidence fiscale des écarts temporaires et des pertes d'exploitation nettes qui entraînent des actifs et des passifs d'impôts reportés est comme suit :

	2004 \$	2003 \$ [retraité - voir note 3]
Passifs d'impôts futurs :		
Valeur comptable des immobilisations en sus de la valeur fiscale	1 061	1 676
Crédits d'impôt à l'investissement	446	446
Réserves et autres	12	—
Total des passifs d'impôts futurs	1 519	2 122
Actifs d'impôts futurs :		
Report en avant de pertes d'exploitation nettes	5 754	6 462
Report en avant de frais de recherche et de développement	3 958	3 091
Provisions et autres	1 916	1 437
Total des actifs d'impôts futurs	11 628	10 990
Provision pour moins-value	(11 238)	(9 625)
Actifs d'impôts futurs, montant net	390	1 365
Passifs d'impôts futurs en sus des actifs d'impôts futurs	(1 129)	(757)
Crédits d'impôt à l'investissement non remboursables constatés	1 437	1 437
Actifs d'impôts futurs, montant net	308	680

La Société a des reports en avant de pertes non constatées d'environ 9 000 000 \$ au Royaume-Uni, sans date d'expiration, d'environ 150 000 \$ en Chine, qui expirent au cours de l'exercice 2007, et de 9 000 000 \$ au Canada, qui expirent au cours des exercices 2009, 2010 et 2011. La Société a également des reports en avant de pertes d'environ 17 000 000 \$ liés aux activités abandonnées en Suède qui ne sont pas présentés ci-dessus.

17. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT [SUITE]

La Société a constaté une économie d'impôts nette de 308 000 \$ rattachée aux pertes fiscales de sa filiale américaine. De même, la Société dispose de frais de recherche et de développement non constatés au Canada d'environ 12 400 000 \$.

La Société a également à sa disposition des crédits d'impôt à l'investissement non constatés d'environ 2 600 000 \$ qui expirent au cours des exercices 2011 à 2013.

La Société a engagé des frais de recherche et de développement, dont certains donnent droit à des crédits d'impôt à l'investissement remboursables. Portés en réduction des frais de recherche et de développement, ces crédits s'élevaient à 581 000 \$ (574 000 \$ en 2003).

18. AUTRES CHARGES

Une poursuite qui avait été déposée contre la Société, au Vermont, en 1999, par les résidents d'une maison à Williston, au Vermont, concernant une réclamation pour dommages en raison de la présence de contaminants dans la nappe d'eau souterraine se trouvant sous la propriété a fait l'objet d'un règlement peu de temps après la clôture de l'exercice. Le règlement et les frais judiciaires y afférents de 585 435 \$ ont été passés en charges au cours de l'exercice écoulé.

Au cours de l'exercice 2004, la Société a pu mener à terme le plan de rationalisation de ses activités d'exploitation entrepris en 2003 et recouvrer 430 902 \$ sur les 3 531 000 \$ de frais de restructuration et d'indemnités de départ comptabilisés au cours de l'exercice 2003. Ce gain tient au fait que la Société a réglé les indemnités de départ et les avantages sociaux destinés aux employés qui ont reçu un avis de licenciement en 2003 pour une somme inférieure de 173 347 \$ au montant de 2 557 000 \$ passée en charges en 2003 et qu'elle est arrivée à vendre ou à céder pour une somme de 257 510 \$ des immobilisations assorties de dispositions pour annulation de bail. Elle a aussi radié des immobilisations et d'autres actifs pour un montant de 974 000 \$ comptabilisé en 2003.

19. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

[a] La Société et ses filiales se sont engagées en vertu de contrats de location-exploitation à louer des propriétés et du matériel. Les paiements de location annuels minimums futurs sont comme suit :

	\$
2005	753
2006	590
2007	518
2008	295
2009	281
Par la suite	866
	3 303

[b] Par suite d'une entente avec un de ses fournisseurs, la Société s'est engagée à acheter pour 5 millions de dollars de stocks au cours du prochain exercice.

[c] En janvier 1997, la Société avait reçu un avis des avocats représentant les résidents d'une maison à Williston, au Vermont, concernant une réclamation éventuelle pour dommages à la propriété et préjudice corporel, en raison de la présence de contaminants dans la nappe d'eau souterraine se trouvant sous la propriété. Dans l'avis, on prétendait que les contaminants provenaient de sources situées sur une parcelle de terrain que louait Mitec Systems, Inc. dans le passé. En 1999, un procès a été intenté au Vermont contre la Société et deux sociétés apparentées pour préjudice corporel non précisé et diminution de la valeur de la propriété résidentielle. La Société a accepté en principe un règlement d'environ 240 000 \$ [175 000 \$ US] [note 18]. Elle cherche également à obtenir un dédommagement de la compagnie d'assurances.

En février 1999, la Société avait conclu une entente avec l'État du Vermont en vertu de laquelle elle acceptait d'effectuer une investigation du site, et l'État consentait à utiliser ses ressources pour identifier toutes les personnes et les entités éventuellement responsables de la contamination du site. L'État du Vermont avait également demandé à la United States Environmental Protection Agency de suspendre son investigation du site. L'investigation du site entreprise par la Société est terminée, et les données et l'information recueillies indiquent qu'il existe un certain nombre d'autres sources possibles de contamination de la nappe souterraine. L'État du Vermont a déclaré ne pas avoir d'argent pour entreprendre les étapes suivantes relativement à la contamination de la nappe souterraine et a demandé à la United States Environmental Protection Agency de reprendre son investigation sur la contamination. La United States Environmental Protection Agency a accepté. La Société a retenu les services d'un avocat américain spécialisé dans les questions environnementales afin d'évaluer le bien-fondé de cette réclamation éventuelle. Cependant, à l'heure actuelle, il est impossible de prévoir l'issue de l'affaire, de sorte qu'aucune provision n'a été constituée.

20. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En 2003, la Société a négocié des indemnités de départ pour trois de ses anciens dirigeants et actionnaires, dont un était administrateur et un autre l'est encore. Ces indemnités de départ prévoyaient des paiements totaux de 877 000 \$, dont 731 000 \$ ont été versés en 2003 et 146 000 \$, pendant l'exercice écoulé.

En 2003, la Société a vendu, en Suède, une résidence d'une valeur comptable approximative de 500 000 \$ à un actionnaire, administrateur et ancien employé, pour environ 373 000 \$.

21. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Variations des soldes hors caisse du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation

	2004 \$	2003 \$ <small>[retraité - voir note 3]</small>
Comptes clients et autres débiteurs	(8 688)	2 883
Stocks	(1 800)	7 710
Charges payées d'avance	(584)	77
Impôts sur les bénéfices recouvrables	(724)	316
Créditeurs et charges à payer	2 770	(2 664)
	(9 026)	8 322

Information supplémentaire

	2004 \$	2003 \$ <small>[retraité - voir note 3]</small>
Intérêts payés	1 374	1 448
Impôts sur les bénéfices payés	367	24
Amortissement des immobilisations corporelles		
Communications sans fil	2 177	2 956
Télécommunications par satellites	691	512
Divers	—	38
	2 868	3 506

L'amortissement des immobilisations a été comptabilisé comme suit :

	2004 \$	2003 \$
Coût des produits vendus	1,520	1,855
Vente et administration, recherche et développement	1,348	1,651

L'amortissement des charges reportées a été comptabilisé comme suit :

	2004 \$	2003 \$
Coût des produits vendus	412	—
Vente et administration	247	46
	659	46

22. INFORMATIONS SECTORIELLES

[a] Informations sectorielles utilisées par la direction

La direction organise la Société en deux secteurs d'activité principaux aux fins de la prise de décisions touchant l'exploitation et de l'évaluation du rendement. Les secteurs d'activité sont les communications sans fil et les télécommunications par satellites et terrestres [«satellites»]. La Société exerce actuellement ses activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine.

Le secteur des communications sans fil touche à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les marchés du sans-fil et des services cellulaires.

Le secteur des télécommunications par satellites participe à la recherche, à la conception, au développement, à la fabrication et à la vente de composantes, de sous-systèmes et de sous-systèmes multifonctions pour les stations terrestres de relais par satellites.

La direction évalue le rendement des secteurs d'après le bénéfice brut, car les autres charges ne peuvent être imputées à des secteurs distincts. En outre, les secteurs partagent des stocks et certaines immobilisations.

	Sans fil \$	Satellites \$	Total \$
2004			
Chiffre d'affaires	69 607	14 717	84 324
Coût des produits vendus	56 726	10 134	66 860
Bénéfice brut	12 881	4 583	17 464
Charges			22 602
Perte avant recouvrement d'impôts sur les bénéfices, amortissement de l'écart d'acquisition et activités abandonnées			(5 138)
Charge d'impôts sur les bénéfices			342
Amortissement et baisse de valeur de l'écart d'acquisition			—
Perte découlant des activités abandonnées [note 3]			(1 522)
Perte nette de l'exercice			(7 002)
2003 [retraité – voir note 3]			
Chiffre d'affaires	55 538	12 678	68 216
Coût des produits vendus	44 613	8 805	53 418
Bénéfice brut	10 925	3 873	14 798
Charges			30 356
Bénéfice avant recouvrement d'impôts sur les bénéfices, amortissement de l'écart d'acquisition et activités abandonnées			(15 558)
Charge d'impôts sur les bénéfices			250
Amortissement et baisse de valeur de l'écart d'acquisition			109
Perte découlant des activités abandonnées [note 3]			(4 300)
Perte nette de l'exercice			(20 217)

22. INFORMATIONS SECTORIELLES [SUITE]

La ventilation des actifs par secteur d'activité est comme suit :

	Sans fil \$	Satellites \$	Total \$
2004			
Actif à court terme	28 870	10 324	39 194
Actif à long terme	14 049	8 786	22 835
	42 919	19 110	62 029
Actifs liés aux activités abandonnées [note 3]			5 625
Divers			24 521
Total			92 175
2003 [retraité - voir note 3]			
Actif à court terme	19 189	6 618	25 807
Actif à long terme	22 462	8 972	31 434
	41 651	15 590	57 241
Actifs liés aux activités abandonnées [note 3]			20 445
Divers			4 980
Total			82 666

La ventilation des actifs incorporels par secteur est comme suit :

	2004			2003		
	Sans fil \$	Satellites \$	Total \$	Sans fil \$	Satellites \$	Total \$
Solde d'ouverture	5 854	3 127	8 981	7 401	3 598	10 999
Ajouts	325	1 897	2 222	107	13	120
Amortissement	(1 546)	(657)	(2 203)	(1 654)	(491)	(2 145)
Incidence du taux de change	—	(3)	(3)	—	7	7
	4 633	4 364	8 997	5 854	3 127	8 981

[b] Information sur la Société

Le tableau suivant présente le chiffre d'affaires selon la destination du produit.

	2004 \$	2003 \$
Canada	1 321	3 438
Europe	30 007	29 396
États-Unis	22 872	31 140
Asie	28 715	4 242
Autres	1 409	—
	84 324	68 216

22. INFORMATIONS SECTORIELLES [SUITE]

Les tableaux suivants présentent le chiffre d'affaires, les actifs, les immobilisations, les actifs incorporels et l'écart d'acquisition selon la région de production géographique.

	2004 \$	2003 \$ [retraité - voir note 3]
Chiffre d'affaires		
Canada	60 836	57 098
États-Unis	4 201	5 566
Chine	25 825	7 297
Royaume-Uni	1 748	5 101
Autres	—	571
Inter-pays	(8 286)	(7 417)
Total	84 324	68 216
Actifs		
Canada	70 152	46 842
Chine	12 789	7 805
États-Unis	2 836	2 963
Royaume-Uni	761	2 914
Autres	12	1 697
Actifs liés aux activités abandonnées [note 3]	5 625	20 445
Total	92 175	82 666
	2004 \$	2003 \$ [retraité - voir note 3]
Immobilisations, actifs incorporels et écart d'acquisition		
Canada	19 017	26 838
Royaume-Uni	540	785
États-Unis	1 994	2 321
Autres	1 107	1 490
Total	22 658	31 434

23. CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières se composent de ce qui suit :

	2004 \$	2003 \$ [retraité - voir note 3]
Intérêts sur la dette bancaire	880	937
Intérêts sur la dette à long terme	485	331
Pertes de change	195	1 014
Frais bancaires et autres frais	270	1 872
	1 830	4 154

24. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

[i] En date du 1^{er} mai 2003, la Société a adopté de façon prospective le nouveau chapitre 3063 du Manuel de l'ICCA, *Dépréciation d'actifs à long terme*. Lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme excède sa valeur de recouvrabilité nette, qui est calculée en faisant la somme des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif, une perte de valeur est constatée. La perte de valeur à constater est mesurée d'après l'excédent de la valeur comptable des actifs sur leur juste valeur établie, de manière générale, d'après les flux de trésorerie actualisés. La mise en œuvre de cette convention comptable n'a pas eu d'incidence sur les résultats de l'exercice écoulé.

Avant le 1^{er} mai 2003, une perte de valeur était constatée dans la mesure où la valeur comptable d'un actif excédait la valeur de recouvrabilité nette d'après les flux de trésorerie non actualisés.

[ii] La Société a soumis l'écart d'acquisition actuel à la première étape du test de dépréciation transitoire au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2003. Le test a démontré que la valeur comptable, y compris l'écart d'acquisition, de l'unité d'exploitation suédoise dépassait sa juste valeur, indiquant une dépréciation possible de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation. Cette dépréciation découle des nouvelles recommandations de l'ICCA qui exigent l'affectation des flux de trésorerie actualisés estimatifs aux actifs corporels et aux actifs incorporels à durée de vie limitée avant l'écart d'acquisition.

En effectuant le test de dépréciation transitoire de l'écart d'acquisition, la Société a recensé trois unités d'exploitation : les communications sans fil, les hyperfréquences et les télécommunications par satellites. Cependant, aucun écart d'acquisition n'a été attribué à l'unité d'exploitation des télécommunications par satellites. La juste valeur des unités d'exploitation des communications sans fil et des hyperfréquences a été estimée par actualisation des flux de trésorerie futurs de chaque secteur. La Société a établi une dépréciation de 5 161 000 \$ de l'écart d'acquisition pour l'unité d'exploitation des hyperfréquences, montant inclus dans la perte découlant des activités abandonnées, alors qu'aucune dépréciation n'a été établie pour l'unité d'exploitation des communications sans fil. L'incidence totale de cette modification de convention comptable a consisté en une réduction de 5 161 000 \$ de l'écart d'acquisition, ce montant ayant été imputé au déficit à l'ouverture de l'exercice 2003, à titre de rajustement transitoire.

25. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants de 2003 ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour 2004.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

ADMINISTRATEURS

Thomas Kaneb³

Président du conseil
de Mitec Telecom Inc.
Président du conseil
de Sigma Point Technologies Inc.

James C. Cherry²

Président
Aéroports de Montréal

William E. Clift

Ex-chef des affaires technologiques
Cingular Wireless Inc.

Hubert R. Marleau^{1, 2, 3}

Président
Palos Capital Corporation

Thomas Nuorimaa

Président et chef de la direction
Sahlins (AB)

David E. Scott¹

Associé principal
Risk Management Partners

Charles R. Spector^{1, 2, 3}

Associé directeur, Montréal
Fraser Milner Casgrain s.r.l.

Rajiv Pancholy*

Président et chef de la direction
Mitec Telecom Inc.

* Dirigeant de la Société

1 Membre du comité de rémunération

2 Membre du comité de vérification

3 Membre du comité de régie d'entreprise

DIRIGEANTS

Rajiv Pancholy

Président et chef de la direction

Keith Findlay

Vice-président exécutif, Finances,
chef des Services financiers et
secrétaire

David Kennedy

Vice-président exécutif,
Ventes mondiales et Marketing

Jean-Marc Roberge

Vice-président exécutif,
Opérations mondiales

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS

Vérificateurs

Ernst & Young s.r.l.

Conseillers juridiques

Fraser Milner Casgrain s.r.l.

Banquiers

CIBC

**Agent des transferts et agent
chargé de la tenue des registres**

Compagnie Trust CIBC Mellon

Assemblée annuelle

Le mercredi 27 octobre 2004
à 11 h

Hôtel OMNI

Montréal (Québec)

Symbole boursier

MTM

Inscriptions des actions

Bourse de Toronto

Fin d'exercice

30 avril

Actions en circulation

(30 avril 2004)

70 862 914

Relations avec les investisseurs

Keith Findlay

Vice-président exécutif, Finances,
chef des Services financiers et
secrétaire

Tél. : (514) 694-9000

Fax : (514) 694-3933

investor-relations@mitectelecom.com

Maison Brison

Tél. : (514) 731-0000

brison1@maisonbrison.com

Mitec invite tous les investisseurs

à sa téléconférence trimestrielle.

Pour plus d'information, veuillez
visiter notre site Web au :

<http://www.mitectelecom.com>

SIÈGE SOCIAL

Mitec Telecom Inc.

9000, autoroute Transcanadienne

Pointe-Claire (Québec)

Canada H9R 5Z8

Tél. : (514) 694-9000

Fax : (514) 694-3933

Filiales**Mitec Wireless Inc.**

Metro Park South

1000 Matawan Road

Suite 135

Matawan, NJ 07747

Mitec Telecom Limited

Arenson Centre

Arenson Way

Woodside Industry

Dunstable LU5 5UL

United Kingdom

Mitec Telecom (Suzhou) Co. Ltd.

10 Baihe Street

Suzhou Industrial Park

Suzhou Jiangsu

P.R. China

215021

Imprimé au Canada

Rédaction, conception et production :
Maison Brison

Photographie de M. Pancholy :

Paul Awasthi

Colour-Kraft, Video & Photography

WWW.MITECTELECOM.COM
TSX: MTM

